

R-58885

306
⑤

Cahiers du Bolchévisme

BIMENSUEL

Organe théorique du Parti Communiste Français (S.F.I.C.)

SOMMAIRE

	Pages
Léon Trotsky.... Où va l'Angleterre ?.....	1435
Pierre Semard... La situation après le V ^e Congrès du Parti	1445
Alfred Bernard .. Le Congrès de Lille et les tâches du Parti.....	1451
Charles Le Gléo.. De quelques aspects de la crise en France.....	1455
Fernand Meunier. Le grand effort de la diplomatie italienne : La compétition des trois puissances autour de l'Abyssinie.	1459
Vieux Marxiste .. La Commune de Paris et les Bulgares.....	1465
	1467
Henri Barbusse .. Dans l'enfer du vrai.....	1485

ACTION DU PARTI :

Articles de Michel Marty, Calzan, Lachaux, Boullé.

Prix du numéro : UN FRANC

*** ADMINISTRATION ***
142, rue Montmartre (11^e)

*** *** RÉDACTION *** ***
120, rue Lafayette (10^e)

PARIS

En vente à la LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ
120, Rue Lafayette, PARIS (x^e)

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Organe du Comité exécutif
de l'Internationale communiste

==== Prix : 4 francs ====

PARAIT TOUS LES MOIS

PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger
3 mois	12 fr.	1/2 \$
6 mois	24 fr.	1 \$
1 an	48 fr.	2 \$

Cahiers du Bolchévisme

Organe théorique du Parti Communiste Français

Prix : 1 franc

BI-MENSUEL

PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger U. P.
3 mois	7 fr.	9 fr.
6 mois	13 fr.	17 fr.
1 an	25 fr.	33 fr.

Les communications aux Cahiers, concernant l'administration, doivent être adressées à l'Humanité, 142, rue Montmartre; celles concernant la rédaction, 120, rue Lafayette, PARIS

Cahiers du Bolchévisme

BIMENSUEL

Organe théorique du Parti Communiste Français (S. F. I. C.)

SOMMAIRE

	Pages	
Léon Trotsky..... Où va l'Angleterre ?.....	1435	
Pierre Semard.... La situation après le V ^e Congrès du Parti.....	1445	
Alfred Bernard... Le Congrès de Lille et les tâches du Parti.....	1451	
Charles Le Gléo.. De quelques aspects de la crise en France.....	1455	
Fernand Meunier. Le grand effort de la diplomatie italienne. La compétition des trois puissances autour de l'Abyssinie.....	1459	
Vieux Marxiste... La commune de Paris et les Bulgares.....	1465	
	Les leçons de la Grève anglaise.....	1467
Henri Barbusse... Dans l'enfer du vrai	1485	

ACTION DU PARTI :

Articles de Michel Marty, Calzan, Lachaux, Boullé.

ADMINISTRATION
142, rue Montmartre

✦ RÉDACTION ✦
120, rue Lafayette

PARIS

OU VA L'ANGLETERRE ?

==== par Léon TROTSKY ====



Nous avons annoncé, dans un de nos derniers numéros, la parution du livre de Trotsky : Europe et Amérique, consacré à l'étude des rapports actuels entre l'Europe et l'Amérique, et publié pour nos lecteurs quelques bonnes feuilles de ce livre. Nous leur annonçons aujourd'hui la parution d'un second livre de Trotsky intitulé : Où va l'Angleterre ? C'est l'étude des causes et des conséquences de la décadence économique de l'Angleterre. Il n'est pas de sujet plus actuel que celui-là. La lecture du livre de Trotsky jette une lumière aveuglante sur la crise formidable qui secoue jusque dans ses fondements le capitalisme britannique. La crise du capitalisme britannique, c'est la crise du régime capitaliste lui-même. Et les transformations qu'elle produit dans l'esprit de la classe ouvrière britannique sont d'une importance trop considérable pour qu'elles puissent laisser indifférents les ouvriers révolutionnaires des autres pays.

Nous publions ci-dessous le dernier chapitre du livre de Trotsky, qui est une polémique vigoureuse contre Bertrand Russel, leader socialiste anglais de gauche, sur la question : Pacifisme et Révolution. Nul doute qu'il ne donne aux lecteurs des Cahiers le désir de lire l'ouvrage tout entier.



Encore le Pacifisme et la Révolution

==== (Réponse à BERTRAND RUSSEL) ====

Les plus grandes particularités du développement de la Grande-Bretagne sont déterminées par sa situation insulaire. Le rôle de la flotte britannique, dans les destinées du pays expriment ces particularités avec le plus de vigueur. Or, les socialistes britanniques qui nous reprochent d'ignorer ou de ne pas comprendre les particularités cachées ou impondérables de l'esprit britannique, oublient à chaque instant, dans les débats sur la Révolution prolétarienne, une grandeur aussi importante

que la flotte britannique. Russel, qui appelle ironiquement à l'aide la flotte soviétique, ne dit mot de la flotte britannique qui continuait à se fortifier de croiseurs légers lorsque le parti de Macdonald était au pouvoir.

Il s'agit de la conquête du pouvoir dans un pays où le prolétariat constitue l'écrasante majorité de la population. La volonté de conquérir le pouvoir à tout prix, c'est-à-dire au prix de n'importe quels sacrifices, doit être la condition préliminaire, politique, du succès de l'entreprise. Seul, un parti ouvrier peut unir les masses dans cette aspiration. La seconde condition préliminaire du succès est dans la claire intelligence des voies et méthodes d'action. Débarrassé de la *cataracte* pacifiste qu'il a sur les yeux, le *Labour Party* verra — et ne verra qu'alors — verra et expliquera au prolétariat que la vraie transmission du pouvoir d'une classe à une autre dépend, dans une mesure infiniment plus grande, que du Parlement, de l'armée et de la flotte britanniques. Il faut que les marins — pas les amiraux, naturellement, mais les chauffeurs, les ouvriers, les électriciens et les matelots — apprennent à comprendre les tâches et les objectifs de la classe ouvrière. Il faut à travers tous les obstacles, trouver un chemin vers eux. Ce n'est qu'au prix d'un travail de préparation opiniâtre et tenace que l'on réussira à créer une situation dans laquelle la bourgeoisie ne pourra pas, en cas de lutte avec le prolétariat, s'appuyer sur la flotte. Or, sans cela, il est insensé de parler de victoire.

On ne peut naturellement pas se présenter les choses comme si, dès la première période de la Révolution, la flotte tout entière et l'armée en tenue de combat devaient se ranger du côté du prolétariat. On n'évitera pas de troubles profonds dans la flotte même. L'histoire de toutes les Révolutions en témoigne. Les troubles qui se rattachent dans une flotte à un renouvellement radical du commandement, entraînent inévitablement un affaiblissement intérieur de la flotte pour une période assez longue. On ne peut pas fermer les yeux sur ce fait. Mais la période de crise et d'affaiblissement intérieur de la flotte sera d'autant plus courte que le parti dirigeant du prolétariat se montrera plus énergique. Plus il aura de relations dans la flotte dès la période de préparation, plus il sera résolu dans la lutte, et plus clairement il se montrera, devant tous les opprimés, capable de prendre et de garder le pouvoir.

Le pacifisme n'effleure qu'à peine la machine de guerre de la classe dominante. La meilleure preuve nous en est donnée par l'expérience de guerre courageuse, mais plutôt stérile, de

Russel. Tout se borna à l'emprisonnement de quelques milliers de jeunes « objecteurs de conscience ». Dans l'ancienne armée du tsar, les membres de sectes religieuses, les tolstoïens en particulier, s'exposaient souvent à des persécutions en raison de leur résistance passive au militarisme; ils ne résolurent pourtant pas le problème du renversement de l'autocratie. Ils n'ont pas empêché, en Angleterre non plus, et ne pouvaient pas l'empêcher, la guerre jusqu'au bout.

Le pacifisme s'adresse davantage aux masses ouvrières qu'à l'organisation militaire de l'Etat bourgeois. Mais ici son influence est tout bonnement délétère. Il paralyse la volonté de ceux qui, sans cela, n'en ont déjà pas de trop. Il prêche la nocivité des armements à ceux qui sont, sans cela, désarmés, aux victimes de la violence d'une autre classe. Dans les conditions actuelles de la vie britannique, au moment où le problème du pouvoir se pose avec brutalité, le pacifisme de Russel est profondément réactionnaire.

Il n'y a pas si longtemps que Lansbury adjurait, les journaux nous en ont informés, les soldats britanniques à ne pas tirer sur les grévistes. Les milliers d'assistants d'une réunion d'ouvriers et d'ouvrières levèrent la main en signe de solidarité avec cet appel peu conciliable, à la vérité, avec la politique de Macdonald, mais qui constituent un progrès défini dans la voie de la Révolution. Il faudra pourtant une extrême naïveté pour s'imaginer que l'appel de Lansbury ait créé la possibilité d'une solution pacifique, excluant l'effusion du sang, du problème du pouvoir. Au contraire, cet appel, dans la mesure où il portera dans la vie, suscitera infailliblement des conflits armés d'une extrême gravité. Car on ne peut pas se figurer tous les soldats, tous les marins se refusant simultanément à tirer sur les ouvriers. A la vérité, la Révolution sèmera la discorde dans l'armée et dans la flotte. La discorde passera par chaque compagnie et par chaque équipage de vaisseau de guerre. — Ce soldat est déjà fermement résolu à ne pas tirer, dût-il payer son courage de sa vie, cet autre hésite; ce troisième est prêt à tirer sur celui qui se refusera à tirer. Dans la première période, ceux qui hésitent seront les plus nombreux.

Qu'en fut-il chez nous en 1905 et en 1917 ? Les soldats et les marins manifestant leur solidarité avec les ouvriers s'exposèrent d'abord au feu de l'officier. A l'étape suivante, l'officier s'exposa au feu des soldats entraînés par l'exemple héroïque de leurs camarades les plus avancés. — Ces conflits s'élargissent. Le régiment où les éléments révolutionnaires l'emportent se dresse

en face de ceux où les anciens cadres de commandement gardent encore le pouvoir. Les ouvriers s'arment cependant avec l'appui des régiments révolutionnaires. Il n'en va pas autrement dans la flotte. Nous recommanderions vivement à Russel et à ses coreligionnaires politiques d'aller voir le film soviétique, *le Cuirassé Potemkine*: le mécanisme de la Révolution parmi une masse d'hommes armés y est montré avec un relief suffisant. Il serait plus important encore de projeter ce film devant les ouvriers et les marins britanniques. Espérons que le parti ouvrier, arrivé au pouvoir, le fera.

Les hypocrites héréditaires de la bourgeoisie et les cannibales civilisés, diront, bien entendu, avec la plus grande indignation, que nous nous efforçons de dresser le frère contre son frère, le soldat contre l'officier, etc. Les pacifistes approuveront et ne manqueront pas de rappeler une fois de plus que nous voyons tout à travers un prisme sanglant, ne connaissant pas les particularités de la Grande-Bretagne, n'appréciant pas à sa juste valeur la féconde influence de la morale chrétienne sur les officiers de marine, les policemen et Joynson Hicks.

Mais ces raisonnements ne sont pas de nature à nous arrêter. La politique révolutionnaire veut, avant tout, que l'on envisage les faits bien en face, en cherchant à pressentir leur développement ultérieur. Les philistins se la représentent comme fantaisiste, parce qu'elle s'efforce de prévoir le surlendemain, alors qu'ils n'osent, eux, songer au lendemain.

Dans une situation telle que le salut de l'organisme national tout entier est, non dans une tyrannie conservatrice, mais dans l'extirpation chirurgicale d'un organe défectueux — la classe qui se survit —, la prédication pacifiste découle en réalité d'un indifférentisme épris de lui-même. L'humanité la plus haute exige, dans ces circonstances, afin d'abrégier les délais et de diminuer les souffrances, la résolution la plus grande.

La bourgeoisie américaine sera d'autant moins tentée d'intervenir que le prolétariat anglais mettra plus énergiquement la main sur les moyens et les armes de la bourgeoisie britannique. La flotte américaine aura d'autant moins de possibilité d'abattre le pouvoir prolétarien en Angleterre que ce dernier se soumettra plus vite et plus complètement à la flotte britannique.

Nous ne voulons pas dire que l'intervention militaire de la République transocéanique soit ainsi exclue. Au contraire, elle est très probable et, dans de certaines limites, absolument inévitable. Mais le résultat en dépend dans une large mesure de notre politique avant et pendant la Révolution.

La flotte française ne jouera pas le dernier rôle dans le blocus complet des îles britanniques, surtout dans leur isolement du continent. La bourgeoisie française peut-elle employer ses vaisseaux contre la Révolution prolétarienne en Angleterre ?

Nous avons déjà, à ce sujet, une certaine expérience. En 1918, Millerand envoyait dans la Mer Noire, contre les ports de la République des Soviets, des vaisseaux de guerre français. Les résultats sont connus. Le croiseur *Waldeck-Rousseau* se mutina. Au nord de la Russie, les Anglais ne furent pas beaucoup plus heureux : la Révolution est très contagieuse, et les marins des flottes de guerre sont plus sujets que quiconque à sa contagion.

Au moment où les marins français Marty et Badina s'insurgeaient, se refusant à combattre la Révolution prolétarienne en Russie, la France paraissait à l'apogée de sa puissance. Elle a commencé maintenant, elle aussi, non moins que l'Angleterre, à payer la rançon de la guerre. Admettre que, si même la monarchie, les landlords, les banquiers et les fabricants étaient jetés par-dessus bord en Angleterre, la bourgeoisie française garderait la possibilité de jouer dans l'Océan Atlantique ou ne serait-ce que dans la Manche, un rôle de gendarme, ce serait faire preuve d'un optimisme phénoménal quant à la bourgeoisie, et d'un pessimisme déshonorant quant au prolétariat. La Grande-Bretagne, c'est-à-dire sa bourgeoisie, n'a pas été pour rien la dominatrice des mers. La Révolution britannique sera le point de départ de cercles concentriques qui s'étendront à tous les océans. Son premier résultat sera d'ébranler la discipline de toutes les flottes militaires. Qui sait si le commandement américain ne devra pas renoncer, dans ces conditions, à l'idée de la guerre et d'un blocus étroit, afin de maintenir ses vaisseaux à bonne distance de la contagion européenne ?

Enfin, en Amérique même, la flotte n'est pas une suprême instance. Le régime capitaliste des Etats-Unis est plus puissant que nul autre. Nous connaissons tout aussi bien que Russel le caractère contre-révolutionnaire de la Fédération américaine du Travail, qu'il se plaît à nous rappeler. De même que la bourgeoisie des Etats-Unis a porté la puissance du capital à une hauteur sans exemple dans le passé, la Fédération américaine du Travail a élevé au suprême degré les méthodes de la conciliation sociale. Cela ne veut pas dire que la bourgeoisie américaine soit toute-puissante. Elle est infiniment plus forte vis-à-vis de la bourgeoisie européenne que vis-à-vis du prolétariat européen. Sous le toit de l'aristocratie ouvrière américaine, la plus privilégiée de toutes les aristocraties ouvrières du monde,

errent et sommeillent les instincts et les états d'esprit révolutionnaires des masses ouvrières américaines si diverses d'origine. La révolution, se produisant dans un pays anglo-saxon, de l'autre côté de l'Atlantique, aura sur le prolétariat des Etats-Unis une influence plus grande qu'aucune autre Révolution.

Ce n'est pas à dire que la domination de la bourgeoisie américaine doive être renversée au lendemain de la conquête du pouvoir par le prolétariat britannique. Il faudra de grands ébranlements économiques, militaires et politiques, avant que succombe le règne du dollar. La bourgeoisie américaine les prépare elle-même en attachant, par ses placements de capitaux dans l'univers, sa puissance au chaos européen et aux poudrières de l'Orient. La Révolution anglaise aura infailliblement un puissant écho de l'autre côté de la « grande nappe d'eau », tant à la Bourse de New-York que dans les quartiers ouvriers de Chicago. La bourgeoisie et le prolétariat des Etats-Unis changeront instantanément de mentalité. La bourgeoisie se sentira plus faible, la classe ouvrière plus forte. Et l'état d'esprit des classes est un des éléments les plus importants de ce qu'on appelle leur corrélation de forces. Cela ne veut pas dire, une fois de plus, que les banquiers et les trusters américains ne pourront tenter d'étrangler, à l'aide de leur flotte, par une action économique, la Révolution anglaise; mais de semblables tentatives signifieront par elles-mêmes un ébranlement plus profond encore du régime intérieur des Etats-Unis. Les états d'esprit, nés des événements révolutionnaires de Grande-Bretagne, se manifesteront à la fin, de même que ces événements, au cœur de tout bateau américain, dans sa machinerie. Tout ceci ne veut pas dire que la Révolution prolétarienne ne soit pas liée à des difficultés et à des dangers. Au contraire, les uns et les autres sont immenses. Mais *ils sont des deux côtés*. Et c'est là, en somme, l'essence d'une Révolution. Plus la place occupée par une nation dans le monde est grande et plus les forces d'action et de réaction que la Révolution y éveille et développe sont grandioses. Nos « sympathies » peuvent, dans ces conditions, être de quelque utilité (1).

(1) Au moment où ces lignes étaient écrites, l'Angleterre était à deux doigts de la grève des mineurs et de la grève générale. Au moment où nous continuons cet article, il n'est pas encore intervenu de décision définitive, — dont nous soyons du moins informés, — mais, quelle que soit la tournure que prendront dans les jours et les semaines qui viennent les événements d'Angleterre, les questions auxquelles cet article est plus particulièrement consacré demeureront à l'ordre du jour de la vie politique en Grande-Bretagne.

Les Révolutions ne se font pas dans l'ordre le plus commode. De façon générale, elles ne se font pas arbitrairement. Si l'on pouvait leur désigner un itinéraire rationnel, il serait probablement tout aussi possible de les éviter. Mais la Révolution exprime justement l'impossibilité de reconstruire à l'aide des méthodes rationalistes une société divisée en classes. Les arguments logiques, même élevés par Russel à la hauteur des formules mathématiques, sont impuissants en présence des intérêts matériels. Les classes dominantes condamneront toute la civilisation, les mathématiques y compris, à périr, plutôt que de renoncer à leurs privilèges. Toute la Révolution future est déjà en germe dans la lutte engagée entre les mineurs et les magnats britanniques du charbon, de même que la tige et l'épi futurs sont en germe dans la terre. Les facteurs irrationnels de l'histoire même agissent le plus brutalement au travers des antagonismes de classe. On ne peut sauter par-dessus ces facteurs. De même que les mathématiques, opérant avec des grandeurs irrationnelles, arrivent à des conclusions tout à fait rationalistes, la politique ne peut exercer une action rationnelle c'est-à-dire instituer dans la société un ordre rationnel, que lorsqu'elle tient clairement compte des contradictions irrationnelles de la société, afin de les réduire définitivement, non en tournant la Révolution, mais grâce à elle.

Nous pourrions, en vérité, mettre ici le point final. Les objections de Russel nous ont donné l'occasion de compléter l'examen des aspects de la question que notre brochure laissait dans l'ombre. Il ne sera peut-être pas superflu de nous arrêter sur le dernier et le plus fort des arguments du critique pacifiste. Russel déclare que notre attitude envers la Révolution britannique est dictée par notre patriotisme russe. « Je suis terrifié, dit-il, par le patriotisme de Trotsky, analogue au nôtre. La Révolution communiste en Angleterre serait avantageuse à la Russie; aussi la souhaite-t-il, sans considérer impartialement si elle nous avantagerait. »

Cet argument a toutes les qualités, la nouveauté exceptée. La presse de Chamberlain et de Hicks l'exploite avec le plus grand zèle. Le *Morning-Post* démontre depuis longtemps déjà que le mouvement communiste international sert l'impérialisme soviétique, qui continue, à son tour, les traditions de la vieille politique du tsar. Ces sortes d'accusations débutèrent dès le moment où la bourgeoisie se convainquit que notre Parti avait pris le pouvoir pour de bon et ne se préparait pas à s'en aller. Dans la période qui précéda la prise du pouvoir et qui la suivit immédiatement, on sait que des accusations diamétralement

opposées à celles-ci nous furent adressées. On accusa les bolchéviks d'être étrangers aux sentiments nationaux et aux notions patriotiques, on accusa leurs chefs de faire à l'égard de la Russie la politique des Hohenzollern. Il n'y a pas si longtemps de cela, Arthur Henderson, Emile Vandervelde, Albert Thomas — et d'autres — vinrent en Russie, tenter de convaincre les ouvriers russes que les bolchéviks étaient prêts à sacrifier à leurs chimères internationalistes (où, autre variante, à l'or du Kaiser) les intérêts primordiaux de la Russie. Et le *Morning-Post* développa ce thème avec le plus de vigueur et de brio. De même que Russel nous accuse d'être prêts à réduire à 20 millions la population de la Grande-Bretagne pour complaire à l'impérialisme soviétique, on nous accusait, il y a neuf ans, d'être impitoyablement résolu à sacrifier la moitié ou les deux tiers de la population de la Russie à nos fins antinationales. Notre Parti pensait, on s'en souvient, que la défaite de la Russie tsariste profiterait tant à la classe ouvrière russe qu'à la classe ouvrière internationale. Les valets socialistes de l'Entente ne réussirent pas à nous en faire démordre. A l'époque de la paix de Brest-Litovsk, les accusations de politique antinationale (et, selon l'autre version, de collaboration avec les Hohenzollern) atteignirent une violence extrême. Notre Parti ne se laissa pourtant pas entraîner dans la guerre capitaliste. Le régime des Hohenzollern s'effondra, la Révolution d'Octobre n'ayant pas joué dans sa chute un moindre rôle que les armes de l'Entente.

L'antagonisme de la République des Soviets et des gouvernements de l'Entente victorieuse apparut alors au premier plan. La Grande-Bretagne gouvernante joue dans le monde, — en Europe, en Egypte, en Turquie, en Perse, dans l'Inde, en Chine —, le rôle le plus réactionnaire. Toute modification de la situation mondiale, économique ou politique, se dirige contre la Grande-Bretagne gouvernante. Aussi la bourgeoisie britannique, se survivant, lutte-t-elle dans ses tentatives de retenir une puissance qui lui échappe contre tout changement. La bourgeoisie américaine est puissante. Sa lutte contre la Révolution sera plus grandiose. Mais l'Amérique n'est encore qu'au second plan. La classe gouvernante de la Grande-Bretagne est l'ennemi le plus actif et le plus implacable du mouvement révolutionnaire, en Europe, en Asie, en Afrique. Ce fait devrait, semblerait-il, être plus que suffisant pour expliquer à un socialiste l'antagonisme entre l'Union Soviétique et l'Empire britannique. — « Sommes-nous patriotes ? » Nous le sommes dans la même mesure que nous fûmes antipatriotes pendant la guerre impérialiste. Nous défendons par les méthodes du pouvoir gouvernemental les

intérêts mêmes que nous défendîmes par celles de l'insurrection : ceux du prolétariat mondial.

Quand Russel nous dit prêts à sacrifier à l'Etat soviétique les intérêts de la classe ouvrière britannique, ce n'est pas seulement faux, c'est dénué de sens.

Tout affaiblissement du prolétariat britannique — et, à plus forte raison, toute défaite qui lui serait infligée au cours d'une lutte déclarée —, porterait nécessairement un coup sensible à la situation intérieure et internationale de l'Union Soviétique. Quand, en mars 1921, au III^e Congrès de l'Internationale Communiste, les communistes allemands tentèrent de forcer artificiellement le cours de la Révolution prolétarienne, ils arguèrent de la situation difficile de la Russie soviétique et de la nécessité de lui venir en aide. Nous leur répondîmes avec Lénine : Ce ne sont pas les flambées d'héroïsme, et, à plus forte raison, les aventures révolutionnaires, qui peuvent venir en aide à la République des Soviets. Nous avons besoin de ce dont le prolétariat allemand a lui-même besoin : d'une Révolution victorieuse.

Il serait profondément erroné de croire que le prolétariat de quelque pays doive entreprendre, dans l'intérêt de l'Etat soviétique, des actions non déterminées par ses propres intérêts de classe combattant pour sa libération complète. Cette conviction qui a pénétré jusque dans notre chair et dans notre sang est étrangère aux socialistes qui, s'ils ne sont pas toujours du côté de leur bourgeoisie, la rallient invariablement à la minute décisive. Russel ne fait pas exception. Il est vrai qu'il opposa, pendant la guerre, à son gouvernement, une résistance assez courageuse, bien que ne permettant guère d'espoir en politique. Ce fut une simple manifestation individuelle, un tribut payé à la conscience; la destinée du régime ne se jouait à aucun degré. Mais dès qu'il s'agit de la Révolution prolétarienne, Russel ne trouve pas dans son arsenal spirituel d'autres arguments que ceux qui l'apparentent au *Morning-Post* et à tous les Churchills de son pays.

Les caractères les plus remarquables de la politique britannique — et l'histoire du pays s'y résume — accusent une criante contradiction entre la maturité objective des facteurs économiques, et l'état extrêmement arriéré des formes idéologiques, surtout au sein de la classe ouvrière. Ceux en qui ce caractère fondamental se révèle le mieux, — humanistes bourgeois, pacifistes et propagateurs attardés des lumières, — le comprennent le moins. Ils se considèrent à côté des réformistes réactionnaires petits-bourgeois, comme les chefs reconnus du prolétariat. Ber-

trand Russel n'est pas le pire d'entre eux, mais ses écrits sur les sujets sociaux et politiques, son appel contre la guerre, sa polémique avec Scott Nearing sur le régime soviétique caractérisent, sans possibilité d'erreur, son dilettantisme superficiel, sa cécité politique, sa complète incompréhension du développement historique, c'est-à-dire de la lutte des classes vivantes, grandies sur le terrain de la production. Il oppose à l'histoire la propagande de quelques mots d'ordre pacifistes, qu'il formule d'ailleurs aussi mal que possible. Il oublie, ce faisant, de nous expliquer pourquoi la diffusion pacifiste des lumières ne nous a pas épargné les tueries et les Révolutions, bien que des hommes aussi éminents que Robert Owen s'y fussent consacrés, dans la première moitié du XIX^e siècle, comme l'avaient fait les encyclopédistes français au XVIII^e siècle, les quakers du XVII^e et bien d'autres en d'autres temps. Russel est un propagateur attardé des lumières qui n'a hérité que des préjugés politiques — et non l'enthousiasme — du mouvement dont il procède.

Russel est profondément sceptique. Il semble opposer aux méthodes de violence de la Révolution les méthodes pacifiques et progressives de la science et de la technique. Mais il croit tout aussi peu à la force salvatrice de la pensée scientifique qu'à celle de l'action révolutionnaire. Dans sa polémique avec Nearing, il s'efforce, sous le couvert de phrases mensongèrement socialistes, d'amoindrir, de souiller, de compromettre l'initiative révolutionnaire du prolétariat russe. Polémiquant avec le biologiste Holden, il raille l'optimisme de la technique scientifique. Il exprime dans son *Icare* la conviction que la disparition de toute notre civilisation serait l'issue la meilleure... Et cet homme, rongé dans tous les sens par la vermine du scepticisme, — cet égoïste, enfermé en lui-même, cet aristocrate, se croit appelé à donner des conseils au prolétariat anglais et à le mettre en garde contre nos embûches communistes! La classe ouvrière britannique entre dans une époque où elle aura besoin de la foi la plus grande en sa mission et en ses forces. Point n'est besoin, pour susciter cette foi, d'excitants artificiels, tels que la religion ou la morale idéaliste. Il suffit, mais il est nécessaire, que le prolétariat britannique comprenne la situation de son pays en relation avec celle du monde, se rende compte de l'état de décomposition des classes dirigeantes, et écarte de son chemin les magiciens-arrivistes et les sceptiques bourgeois, qui se croient socialistes pour la seule raison que la nausée les prend quelquefois dans l'atmosphère de putréfaction de la société bourgeoise.

L. TROTSKY (*Traduit par Victor Serge*).

(3 mai, Crimée, en cours de route.)

La situation après le V^e Congrès du Parti



A la veille du Congrès de Lille toute la presse réactionnaire, démocrate et social-démocrate annonçait « la mort du bolchévisme en France par suite — disait-elle de la décomposition du Parti communiste ».

Cette appréciation qui, d'ailleurs, avait déjà été formulée par les leaders de droite de notre parti, s'appuyait sur la publication de notre bilan d'une année qui, certes, présentait beaucoup de côtés négatifs. Pourtant si notre rapport moral accusait des fautes et des faiblesses il comportait aussi des réalisations importantes que bourgeois et petits bourgeois toujours empressés à nous condamner écartèrent délibérément. Rêvant sans cesse de nous voir disparaître, ils confondirent leurs désirs avec la réalité et brodèrent sur notre déclaration sincère qui donnait la situation intérieure et numérique de notre parti, pour annoncer la faillite du communisme en France.

Partant de cet état d'esprit préconçu, adversaires et ennemis de notre parti déclaraient encore que le Congrès de Lille serait celui de la liquidation, que les tendances s'y heurteraient avec violence et s'entre-déchireraient à un tel point qu'elles laisseraient le parti brisé et impuissant.

Une fois de plus les contempteurs du communisme se sont grossièrement trompés.

Au cours des assises de Lille le Parti communiste s'est sérieusement consolidé en renforçant son unité politique et doctrinale ainsi que l'homogénéité de sa direction.

Bien que se tenant dans une période de lourd malaise intérieur, il a purifié la mauvaise atmosphère que des éléments droitiers et confusionnistes s'efforçaient depuis des mois de créer et d'entretenir au moyen d'attaques le plus souvent injustes et de critiques toujours exagérées.

La critique sévère des fautes commises et l'examen des faiblesses enregistrées a permis de liquider définitivement le passé et de faire une clarification de la tactique et de la politique du parti, qui, si elle n'a pas été totale dans la question du gauchisme, permet tout de même de dire que nous sommes maintenant dans la ligne juste qui nous rapprochera de plus en plus des larges masses et augmentera sans cesse l'influence et la force de notre Parti.

Ce Congrès marque une nouvelle étape dans la liquidation des tendances social-démocrates et confusionnistes et si notre parti n'est pas encore à l'abri des fautes gauchistes ou à caractère opportuniste, le congrès a montré une sérieuse amélioration idéologique qui permettra de corriger beaucoup plus rapidement que par le passé les fautes commises.

Si le niveau de culture marxiste n'est pas encore suffisamment élevé, une plus grande maturité politique s'est révélée qui permettra de développer plus facilement et plus complètement l'idéologie communiste dans les rangs du Parti.

On dira également que le Congrès s'est trop attardé dans l'examen du rapport moral, que le passé l'absorba davantage que l'avenir. C'est vrai ! mais cela a été en grande partie la conséquence inéluctable du malaise prolongé qui pesa sur le parti. Soulignons que si toutes les questions ne furent pas traitées en séances plénières, par contre les différentes commissions firent un excellent travail et rapportèrent devant le Congrès des résolutions concrètes fixant nettement les perspectives et les tâches.

L'entière liberté de discussion a toutefois démontré une tendance à s'attacher encore beaucoup trop, dans un congrès national, aux questions d'ordre secondaire pour négliger les principales. Par exemple les importants problèmes tactiques et politiques (front unique, accords circonstanciels, unité politique, réorganisation, travail syndical, etc...) examinés par la conférence des 1^{er} et 2 décembre et les comités centraux qui suivirent n'ont été qu'imparfaitement traités par les orateurs qui s'attachèrent surtout à souligner des fautes de détail. Malgré tout, dans l'ensemble, la discussion n'a pas cessé d'être intéressante tant dans l'examen critique du passé que des perspectives d'avenir.

C'est ainsi qu'à propos des cellules et des tâches de réorganisation sur le plan local et régional, la discussion a permis de constater que la base du parti à l'usine n'était plus contestée que par quelques droitiers incorrigibles dont Gauthier fut l'unique interprète à la tribune. Le Congrès unanime souligna, une fois de plus, que la cellule d'entreprise était la véritable base organique du parti en précisant la nécessité de développer la création des cellules de rues et de constituer pour le travail local des organismes correspondant aux différentes divisions administratives.

D'autre part, dans l'examen de la situation nationale et internationale, une divergence assez sérieuse est apparue sur les perspectives entre le Congrès et le camarade Treint. Je dis entre le Congrès et Treint, car il fut le seul à soutenir la thèse de la constitution d'un bloc Anglo-Européen dirigé par l'Angleterre contre l'Amérique.

Ce problème d'ordre international qui n'avait été jusqu'alors qu'effleuré, souleva une importante discussion au cours de laquelle tous les orateurs se prononcèrent contre la conception « originale » de Treint qui, sur des probabilités ou des généralités, bâtissait déjà tout un système d'alliance entre états d'Europe ayant pour but la lutte contre l'Amérique. Reproche lui fut fait de sous-estimer et de ne pas vouloir tenir compte des difficultés qui empêchent la constitution d'un tel bloc ; par exemple : les heurts d'intérêts et les contradictions profondes entre Etats que la faillite de plus en plus visible de la Société des Nations souligne avec plus de force le rôle prépondérant de l'U. R. S. S. en Europe orientale comme dans le monde entier, le rayonnement de l'I. C. et de ses sections nationales.

La situation nationale fut l'objet d'un examen d'autant plus sérieux que notre Congrès se tenait en pleine crise ministérielle. La constitution d'un cabinet Briand-Caillaux sur un programme de stabilisation monétaire

dont la base était contenue dans quelques formules lapidaires de Caillaux : « Produire plus et consommer moins » — « L'ordre dans les finances et l'ordre dans la rue » ; indiquait déjà clairement que l'essai de stabilisation monétaire allait se faire entièrement sur le dos du prolétariat. Le Congrès souligna que les appréciations portées par le Parti depuis plus d'une année sur le développement de la crise financière et sur ses conséquences avaient été justes et se vérifiaient à la lumière des événements.

Il indiqua que la stabilisation recherchée allait déterminer une crise économique avec ses conséquences : chômage, violation des 8 heures diminution des salaires, vie encore plus chère ; que cette stabilisation s'opérerait au bénéfice des riches dont on quémanderait « la confiance » au prix du dégrèvement de leurs impôts et au détriment des pauvres, des masses laborieuses qui paieraient de plus lourds impôts de consommation et de plus fortes taxes. Enfin que l'appui indispensable de la finance anglo-saxonne ne serait obtenu que par la reconnaissance des dettes de guerre et sa main-mise sur les grands monopoles : chemins de fer, tabacs, etc... ; c'est-à-dire par la domination politique et économique de la haute finance anglo-saxonne aidée de la finance française sur le pays et par l'asservissement des masses ouvrières et paysannes.

Le Congrès fut unanime dans cette appréciation de la situation en France et il vota en conclusion les thèses et résolutions présentées qui fixaient les perspectives nationales et internationales et déterminaient les tâches du Parti.

La résolution politique du Congrès, qui résume et précise ces tâches, indique qu'en premier lieu nous devons poursuivre en accord avec la C. G. T. U. la création d'un syndicalisme de masse en appliquant d'une façon juste et persévérante le front unique, en soutenant inlassablement la réalisation de l'unité syndicale et en procédant à un recrutement intensif parmi les inorganisés et les millions de travailleurs étrangers, cela au moyen de l'établissement d'un programme de revendications immédiates qui soit en rapport avec la situation des travailleurs intéressés.

D'autre part, grâce à des accords circonstanciels avec les organisations de classes moyennes et de la petite bourgeoisie pour des buts précis, comme la lutte contre le fascisme, par exemple, nous devons nous efforcer de gagner et de neutraliser les petits paysans, petits commerçants et artisans qui doivent devenir les alliés du prolétariat dans la lutte décisive contre la bourgeoisie.

Enfin, l'application de ces méthodes de travail dans le mouvement syndical et parmi les classes moyennes doivent viser à la constitution d'un parti puissant numériquement et ayant une plus grande influence sur les larges masses.

En ce qui concerne les autres tâches, des résolutions spéciales déterminent le travail à faire au point de vue coopératif chez les paysans, les femmes, les anciens combattants, dans la main-d'œuvre étrangère et parmi les peuples coloniaux de la métropole et des colonies.

Les mots d'ordre du parti ont été précisés et actualisés dans un « manifeste aux travailleurs » qui, après avoir analysé la gravité de la situation politique et financière actuelle et souligné les lourdes menaces d'asservisse-

ment qui pèsent sur le prolétariat, demande à celui-ci de faire face à cette double offensive des gouvernants et capitalistes en réclamant l'application immédiate de l'échelle mobile des salaires et de la journée de 8 heures intégrale.

Pour ces buts, il invite les travailleurs à s'organiser, à réaliser leur front unique de classe et à se joindre aux classes moyennes et paysannes pour exiger la solution de la crise financière au moyen de mesures prises contre le grand capital par la conscription des fortunes, la nationalisation des banques, le monopole du commerce extérieur et le contrôle ouvrier. Il indique que de telles mesures ne peuvent être réalisées que par un gouvernement ouvrier et paysan appuyé par la dictature du prolétariat pour lequel tous les travailleurs unis aux petits paysans, petits artisans et commerçants doivent lutter inlassablement, jusqu'à la victoire sur le capitalisme. Voilà la besogne pratique qui a été faite par le Congrès de Lille et que même les critiqueurs impénitents seront bien obligés de reconnaître.

Une ligne juste a été déterminée et les tâches fixées après un sérieux examen des perspectives, tout le parti peut maintenant, en s'extériorisant au maximum, développer son travail pour la conquête des larges masses.

L'extrême gauchisme a été condamné, le confusionnisme centriste et la droite social-démocrate ont été battus et répudiés catégoriquement, la vigilance du parti doit continuer à s'exercer pour que ces tendances néfastes à son développement ne renaissent pas.

J'ai dit au début que nous n'étions pas à l'abri des fautes gauchistes; en effet, s'il n'existe pas, à notre connaissance, de tendance constituée, il y a un certain nombre de camarades qui, par tempérament, par leur faible éducation politique ou par leur formation anarchisante, sont enclins à commettre ces fautes gauchistes que nous devons nous efforcer de corriger avec eux amicalement. J'ai dit également que le Congrès avait « liquidé » les tendances social-démocrates et confusionnistes, je dois préciser ici leur attitude à Lille et nos conclusions.

La droite qui était restée muette au cours des diverses assemblées préparatoires tint à manifester à nouveau son caractère profondément social-démocrate en déléguant Gauthier à la tribune du Congrès. Son exposé, rempli de critiques déjà ressassées pendant des mois dans le *Bulletin Communiste* et la *Révolution prolétarienne* fut agrémenté d'une attaque contre l'I. C. et ses sections nationales qu'il accusa d'être dominées par le souci du triomphe, de l'une ou l'autre tendance qui se sont manifestées au sein du P. C. R.

Son discours aussi long que tendancieux « tomba à plat » devant le Congrès qui releva ses critiques et repoussa ses propositions en indiquant que les importantes questions tactiques et politiques discutées par le XIV^e Congrès du P. C. R. seraient abordées quand le parti aurait en sa possession la documentation indispensable et que l'I. C. en déciderait l'examen, mais jamais par une transposition mécanique et brusquée des discussions dans les diverses sections nationales.

Dans tous les cas l'intervention de Gauthier et surtout le caractère agressif de celle-ci, démontrent que la droite, bien que divisée et diminuée, ne désarme pas; que si la plus grande partie des ouvriers mécontents qui

la suivaient l'ont abandonnée et se sont disciplinés dans le parti, il reste encore un petit noyau qui attend son heure pour intervenir à nouveau. Toutefois, elle est idéologiquement battue et a peu de chances de faire entendre sa voix avec succès; une politique juste la liquidera complètement.

Les éléments ouvriers de la droite qui acceptent sans condition les thèses et résolutions du Congrès et qui veulent vraiment travailler pour le parti sont appelés à une collaboration loyale même au sein des organismes de direction. C'est ainsi que dans le Comité régional de la Basse-Seine des ouvriers de la droite ont été élus et que le camarade Engler qui affirmait son accord avec les thèses de l'I. C. a été désigné (sous réserve de son acceptation, sans réserves des résolutions du Congrès de Lille) en qualité de membre du Comité Central.

Quant à la tendance centriste elle manifesta son opposition dite « tactique » en soutenant d'une façon assez confuse sa théorie du centralisme démocratique, se défendant de toute assimilation avec la droite et s'affirmant disposée à une collaboration loyale dans le travail et les responsabilités de direction du parti. Enfin cette tendance, bien qu'ayant voté le rapport moral avec réserves, déclara en fin de Congrès que le « courant » qu'elle représentait n'avait plus de raison d'exister puisque le régime intérieur du parti et sa ligne politique lui donnaient maintenant entièrement satisfaction.

En fait, la « tendance » centriste, ou « courant » Humberdot-Morin, qui n'eut de vitalité que quelques mois avant le Congrès, se sentant battue, s'est livrée à un recul « stratégique » et sa déclaration déterminée par l'acceptation de la collaboration de ses membres au sein des organismes régionaux et centraux, a entraîné sa dissolution en tant que tendance.

Cela nous permet de dire que le Congrès de Lille constitue bien une étape vers la consolidation de notre parti.

Je souligne avant de terminer que dans le régime intérieur du parti les procédés dictatoriaux et les mesures mécaniques qui avaient déjà été répudiés par la conférence des 1^{er} et 2 décembre ont été condamnés définitivement par le Congrès.

J'indique que les nouvelles mesures qui avaient été prises au lendemain de cette conférence dans le but d'obtenir des rapports plus normaux et plus efficaces avec les syndicats et de meilleures liaisons entre les différents organismes du parti et la direction, ont été encore améliorés et complétés par le Congrès et que leur exécution se poursuit sur les bases déterminées.

Ainsi, certains camarades plus particulièrement responsables des fautes commises et des procédés mécaniques et dictatoriaux employés, ont été écartés de la direction au B. P., et au Comité Central. Le B. P. a été sensiblement remanié et élargi à 13 membres au lieu de 11 et le Comité Central porté à quatre-vingts membres; cela afin d'obtenir la participation effective de la province au travail et à la direction du parti entre les congrès et conférences.

Ces remaniements étaient indispensables, ils correspondent aux décisions d'ordre politique et tactique et aux tâches d'organisation qui ont été

adoptées et ils permettent de donner un cours normal à la vie intérieure comme au développement de notre parti.

Il était nécessaire que le passé soit complètement déblayé pour que le parti et sa direction puissent se placer résolument face à l'avenir, qui, dans les conjonctures politiques actuelles et les perspectives de crises financières et économiques successives, apparaît chargé d'orages révolutionnaires, traversé de grandes luttes ouvrières, de combats ou s'affronteront les forces de la bourgeoisie (police, fascistes, ligues civiques) et les forces ouvrières.

Ces événements, qui peuvent être proches et au cours desquels le sort du prolétariat se jouera, demanderont de promptes résolutions et de rapides décisions en même temps qu'un grand sang-froid dans leur examen et leur application.

Le Congrès de Lille par sa belle tenue, par le sérieux de ses discussions, par l'unanimité qui s'est faite sur les résolutions fixant les perspectives et les tâches, permet d'espérer que notre parti sera à la hauteur de son rôle d'avant-garde du prolétariat et la mission historique qu'il doit accomplir.

P. Semard.



Le Congrès de Lille et les tâches du Parti



La résolution sur le travail de notre Parti, adoptée à l'unanimité par notre V^e Congrès, lui trace en fait une tâche essentielle : gagner la confiance des masses ouvrières et paysannes. L'accomplissement de cette tâche nécessitait un certain nombre de mesures dans le régime intérieur de notre Parti, mesures qui ont été prises à Lille. En outre, se posent devant nous un certain nombre de questions.

Il est certain que le témoignage le plus sûr de l'élargissement de la confiance que les masses ouvrières et paysannes accordent à notre Parti serait l'augmentation de nos effectifs. Ceux-ci sont restés stationnaires, ont parfois fléchis. Les motifs de cette situation ont été exposés à Lille. Il nous faut aujourd'hui y remédier.

L'Organisation du Parti.

La résolution de Lille affirme que l'organisation de base du Parti est la cellule d'entreprise, mais elle précise la nécessité des cellules de rues. La tâche concrète posée désormais devant nos régions et nos rayons *est la revision de la constitution de leurs cellules*. Cette revision aboutira à la constitution de cellules de rues, cette expression n'étant évidemment pas prise à la lettre, mais dans son sens le plus large.

Le retrait d'un certain nombre d'adhérents des cellules d'entreprises qui seront affectés aux cellules de rues fera apparaître la faiblesse de nos effectifs dans de nombreuses entreprises, faiblesse qui avait été souvent masquée par le chiffre élevé d'adhérents travaillant à l'extérieur. La nécessité de renforcement de nos effectifs dans les grandes entreprises apparaîtra plus clairement. Les cellules de rues nous permettront de reconquérir certains éléments que la réorganisation nous avait fait perdre parce qu'ils ne travaillaient pas dans de grandes entreprises. Ils avaient été affectés parfois à des cellules d'usines, aux réunions desquelles ils ne pouvaient assister, ou bien à des cellules d'isolés constituées dans certaines régions et qui, ne correspondant à aucune base de travail, ne pouvaient intéresser leurs adhérents. Ils avaient peu à peu déserté nos rangs. L'assouplissement de notre organisation à la base nous permettra

de reconquérir tous ceux de ces éléments qui sont en accord avec la ligne fondamentale de notre Parti en même temps qu'elle nous permettra de renforcer nos effectifs dans les grandes entreprises.

Le Congrès de Lille a indiqué que nous ne devons pas méconnaître la nécessité du travail territorial. Nos régions doivent examiner comment elles pourront adapter leurs organismes (rayons, sous-rayons) aux divisions administratives du pays, les modifications apportées ne devant l'être qu'après avoir été sérieusement étudiées et expliquées.

Les fractions.

Sur nos fractions dans les organisations extérieures, la résolution de Lille, dans un court paragraphe, donne une indication des plus nettes. S'il est indispensable de lutter avec énergie dans les organisations de masses du prolétariat contre les agents de la bourgeoisie, les réformistes et les anarcho-syndicalistes avérés, nous commettrions une erreur grossière en appliquant systématiquement cette méthode de lutte aux éléments ouvriers qui ne nous sont pas foncièrement hostiles. Ceux-là reflètent l'état d'esprit de couches ouvrières que nous ne devons pas dresser contre nous, mais gagner à nous. Si nos fractions mènent contre ces éléments une lutte systématique pour leur écart des postes responsables et leur remplacement automatique par des communistes, elles aboutiront à détourner de nous la sympathie de ceux qui ne sont pas dans nos rangs. Le but doit être au contraire de gagner leur sympathie. Nos fractions doivent rechercher les moyens d'être utiles à l'organisation, de collaborer avec les non-adhérents du Parti, les adversaires avoués étant écartés. Elles gagneront ainsi leur confiance, pourront à ce moment leur faire accepter les propositions communistes. Elles pourront dans l'avenir les rallier totalement à nous.

Le travail syndical.

La mise en pratique de ces méthodes rendra notre Parti apte à travailler utilement dans le mouvement syndical. Il est bien de combattre la thèse des « minorités agissantes » subsistante dans notre mouvement ouvrier (syndicats et Parti). Nos fractions syndicales doivent encore combattre des préjugés comme celui de la non-réégibilité. Mais c'est insuffisant. Lorsque nous affirmons la nécessité de créer un mouvement syndical de masses, nous ne le faisons pas dans l'abstrait pour ce qu'auraient d'admirable de puissantes organisations de masses. Nous affirmons cette nécessité devant la menace des propositions des experts que le patronat appliquera en liaison avec les gouvernants. Ce plan des experts aura pour consé-

quence l'abandon des huit heures, des licenciements de fonctionnaires, de cheminots, jetés sur le pavé au moment où les usines fermeront, elles aussi, leurs portes à un grand nombre d'ouvriers. Cette situation sera d'autant plus grave qu'il y a en France trois millions d'ouvriers étrangers. Les propositions des experts aboutiront à une baisse des salaires alors qu'augmente le prix de la vie. C'est cette situation qui nous appelle à rechercher les moyens de créer un syndicalisme de masses comme instrument de résistance au plan des experts, résistance aux licenciements, résistance à la violation des huit heures, résistance aux diminutions de salaires. Il s'agira d'une offensive concertée par les gouvernants et un patronat centralisé. La résistance ne peut être efficace qu'autant qu'elle ne sera pas dispersée mais unifiée. Cela pose devant nous la nécessité de la modification de la structure du mouvement syndical. Cette réorganisation rencontre de l'hostilité parmi ceux des syndiqués qui sont encore imprégnés d'esprit anarcho-syndicaliste. Il s'agit moins pour nos fractions de battre cette hostilité dans les votes, que de faire comprendre aux syndiqués la nécessité de la réorganisation.

Et quand nos fractions rechercheront les moyens d'amener la masse des ouvriers dans les syndicats, un premier fait les frappera. Chaque année, de nombreux ouvriers adhèrent aux syndicats; les effectifs ne s'accroissent pas, ce qui signifie que de nombreux syndiqués ne font que passer dans l'organisation. Les camarades qui ont travaillé à mener les inorganisés aux syndicats ont constaté que la plupart, à certaines époques, avaient été syndiqués. Il faut que nos fractions comprennent qu'il ne suffit pas de répéter que nous voulons un syndicalisme de masses pour l'avoir, pas plus qu'il ne suffit de dire aux ouvriers qu'ils doivent se syndiquer pour qu'ils le soient. Nos fractions doivent donc étudier comment retenir pratiquement les ouvriers dans les syndicats par la constitution de caisses de grèves, de chômage. Elles doivent comprendre que la tâche des syndicats n'est pas de faire de la haute politique, d'être des doubles du Parti, se plaçant sur le même plan, mais bien de défendre les revendications ouvrières. Nous avons montré déjà comment des revendications, comme le maintien des huit heures, la défense des salaires, l'échelle mobile, se liaient avec la situation générale et l'action de notre Parti. La tâche des syndicats est de préciser ces revendications dans les détails particuliers à chaque corporation, à chaque usine. Il ne faut donc pas constituer nos fractions syndicales pour le principe, pour les fractions elles-mêmes, parce que les statuts, les résolutions l'exigent. Il faut les constituer pour accomplir les tâches indiquées ici.

Vers la conquête des masses.

Autour des revendications immédiates nous pouvons réaliser le front unique à l'usine, nous pouvons l'organiser dans les comités d'unité prolétarienne ou autres. Le nom importe moins que le fait. Dans la mesure où nous saurons lier les revendications immédiates à la situation politique, nous pourrons élargir ce front unique.

Si le Parti sait remplir ces tâches immédiates, essentielles, alors celles qui sont restées encore confuses se poseront avec plus de clarté devant lui : travail dans les coopératives, pour la conquête des alliés du prolétariat. Il différenciera le rôle de ceux-ci. Il ne confondra pas les accords circonstanciels dans des buts déterminés avec le front unique. Lorsqu'il sera capable de mobiliser les larges masses ouvrières et paysannes pour la défense de leurs revendications immédiates, le Parti saura les entraîner à la prise du pouvoir par le gouvernement ouvrier et paysan.

Alfred Bernard.



De quelques aspects de la crise en France



Le mois de juin 1926 aura été particulièrement riche en événements dont quelques-uns méritent de retenir plus particulièrement l'attention des militants.

1° Le réveil des masses ouvrières.

Il convient de signaler que le réveil et la réaction des masses s'accroissent et s'étendent. Les grèves et les lock-out de la métallurgie parisienne du mois de mai auront eu leur écho dans tout le pays.

Grève des tisseurs de Tourcoing et Laroque-Holmes (Ariège);
Grève des mineurs de Sentein (Ariège) et d'Amance (Allier);
Grève des métallurgistes dans les Ardennes;
Grève des fourreurs de la maison Révillon à Paris;
Lock-out des usines Voisin à Paris;
Grève des dockers à Dunkerque.

La caractéristique de ces grèves est leur durée (plusieurs datent déjà de plusieurs semaines et même de mois) elle dénote l'opiniâtreté de la résistance des travailleurs en lutte et aussi du patronat.

La bourgeoisie, le patronat, leurs gouvernants et leur presse vénale ne manqueront certainement pas d'attribuer cette recrudescence de grève à la propagande communiste. Pour eux, l'explication de tout conflit ouvrier est simple : voyez Moscou.

Nous répondrons, nous, par un fait brutal : le pain est à 2 fr. 50. Ceci suffit à expliquer cela.

La révolte n'est pas l'effet d'une propagande, comme le croient ou feignent de le croire la bourgeoisie et sa valetaille. La révolte ouvrière est la conséquence logique et inéluctable d'une exploitation et d'une misère poussée jusqu'à son extrême limite. Que le régime s'accuse lui-même !

Mais le régime s'inquiète et se défend.

C'est pourquoi il essaie de briser ou de contenir la révolte ouvrière. L'ère des répressions à outrance semble commencer. De nombreux militants ont été inquiétés, menacés, poursuivis, arrêtés. Parmi ces répressions, il convient de noter la révocation du secrétaire du syndicat des agents des contributions indirectes, Piquemal.

2° La révolte sourde des fonctionnaires.

En fait, elle remet en cause le droit syndical et démontre toute l'importance du mouvement des travailleurs de l'Etat.

Il couve dans le personnel de toutes les administrations et des entreprises d'Etat une révolte redoutable.

Le prolétariat d'Etat souffre directement, comme l'ensemble de tout le prolétariat, de la commune misère. Ses traitements ne répondent pas plus aux besoins de la vie que les salaires de l'industrie privée.

Mais pour lui se pose un problème chaque jour plus angoissant. Il s'était endormi dans une sécurité trompeuse.

Pas de chômage et la retraite assurée par ses propres versements en fin de carrière.

Et voici la menace immédiate de « la hideuse banqueroute ».

L'Etat Patron en état de faillite, c'est la retraite « en papier », l'engloutissement de ces versements (effectués en grosse partie en francs or), c'est le licenciement, c'est-à-dire le chômage pour le fonctionnaire qui n'est en définitive qu'un sans-métier.

Pour ce sans-métier, c'est la détresse ou la révolte.

La détresse ? C'est pour l'éviter à tout prix qu'il s'était fait fonctionnaire.

La révolte ? il la considérait dangereuse ou impie.

Et le voilà acculé à choisir.

C'est pour cela que la révolte sera terrible. Elle couve, à l'heure actuelle plus que jamais et plus particulièrement chez les postiers. Là est peut-être la menace la plus décisive et la plus dangereuse pour le régime.

Les dirigeants ne se font d'ailleurs nulle illusion à ce sujet. Ils ont toujours présent à la mémoire, comme une hantise hallucinante, le souvenir de la grève des postes de 1909. Le fait en lui-même semblait généralement, aussi bien pour les gouvernants que pour la grosse majorité des intéressés, comme invraisemblable et impossible. L'invraisemblable et l'impossible furent.

A dix-sept ans d'intervalle, l'invraisemblable et l'impossible menacent de se répéter.

Aussi convient-il de souligner plus particulièrement la partie concernant les fonctionnaires de la déclaration du ministère Caillaux-Briand.

« Il (le gouvernement) ne saurait méconnaître notamment le droit des serviteurs de la nation, sans exception, sans distinction de grade ni de fonction, d'obtenir un émolument adapté aux exigences de la vie »

Si le gouvernement ne tenait pas cet engagement solennel, il déchaînerait une tornade qui emporterait brutalement le régime.

S'il le tenait, il aggraverait la situation financière où le pouvoir se débat dans des affres d'agonie.

3° La crise financière devient une crise de régime.

Débordé par les événements, le pouvoir avait tout tenté pour retarder la solution de la crise financière. Il ne peut plus la différer. Nous sommes entrés dans la phase critique de la crise et nous approchons de son point décisif.

La crise n'est plus seulement que financière. Elle se généralise avec rapidité. Elle est aussi parlementaire et personne n'ose plus le nier. Ce n'est pas seulement le cartel qui s'est en effet disloqué et effondré dans le déshonneur et la trahison, au cours de ces dernières semaines. C'est aussi le parlementarisme lui-même. Il n'y a plus à la Chambre de majorité et par conséquent, plus de gouvernement parlementaire viable.

Celui-ci a abdiqué ses pouvoirs entre les mains du capitalisme tout puissant. En fait ce sont les Banques qui gouvernent. Ce gouvernement

occulte n'a d'ailleurs pas fait mieux que le gouvernement parlementaire. Son avènement a été suivi d'une nouvelle chute catastrophique de la devise.

Malgré cette toute-puissance de façade, le capitalisme chancelle, inquiet et indécis. Son destin lui fait peur.

Jusqu'ici il semble osciller entre deux solutions et hésiter entre deux voies également redoutables.

La voie régulière et légale par la dissolution et l'appel au pays, c'est-à-dire l'aléa et peut-être l'aventure désastreuse. La voie illégale et la dictature ? Cette dernière n'est pas moins aventureuse que l'autre. Certes, le capitalisme a forgé et mis soigneusement au point dans l'ombre l'arme qu'il se réserve d'employer en désespoir de cause, le fascisme.

Celui-ci n'est plus seulement qu'une doctrine. Il a désormais une pratique. Mais l'expérience renouvelée en des circonstances différentes de temps et de lieu a démontré qu'elle n'était nullement décisive et définitive. Le fascisme italien lui-même, cependant tout-puissant, se débat dans une crise financière qui menace de tout remettre en question. Surtout en France, l'expérience apparaît lourde de périls. On a bien pris des précautions préliminaires. On a habilement lancé, pour préparer les voies à la dictature fasciste intégrale, l'idée d'une dictature partielle, technique et financière, mais les dirigeants politiques du capitalisme semblent sentir combien glissant est ce terrain.

Dessaisir le Parlement de ses prérogatives et initiatives en matière financière ? Lui enlever le contrôle des dépenses et le vote des recettes ? Mais c'est pour cela qu'il a été créé en France par la Monarchie aux abois !

Quelle leçon cela serait pour la France petite-bourgeoise obstinément attachée à ses illusions démocratiques !

Ce n'est pas tout. Pour tenter une pareille aventure le capitalisme français ne pourrait agir seul.

Sa dictature ouverte ne saurait s'exercer sans être solidement épaulée aux capitalistes étrangers, plus particulièrement à celui dont la puissance économique et politique est encore intacte, le capitalisme américain.

Il a bien sous la main un prétexte « honnête » : le règlement des dettes.

Mais les choses se présentent au plus mal.

Ce n'est pas que le capitalisme américain refuse son secours à son frère français en détresse. L'appel a été entendu et attendu. Toute sa politique française est orientée en vue de cette éventualité.

Mais le sauveteur a des exigences qui effraient le secouru. Celui-ci se cabre. Il hésite à aliéner une partie de son privilège même pour sauver le privilège.

D'autant que la tentative de sauvetage pourrait précipiter le naufrage.

L'assainissement à l'étranger ne peut manquer d'arracher à la petite-bourgeoisie ses dernières illusions sur le prestige du capitalisme. L'humiliation patriotique après la ruine de ses intérêts provoquerait chez elle une colère désespérée.

Elle se dresserait contre la grande bourgeoisie responsable de ses malheurs. Elle n'aurait plus qu'un recours, qui l'épouvantait jusqu'ici : se ranger aux côtés du prolétariat.

Aussi les deux voies qui s'ouvriraient devant le capitalisme aboutissent à la catastrophe qu'il redoute.

Aussi son hésitation est-elle extrême. Pour l'instant il semble avoir re-

noncé à choisir entre deux solutions logiques mais aventurées et s'être arrêté à une solution de compromis. C'est cette solution bâtarde que le ministère Caillaux-Briand tente de mettre au point et de faire adopter par cette Chambre stupide et lâche du 11 mai.

Réussira-t-il ?

Il n'importe.

Qu'il hésite ou agisse, le capitalisme ne peut que porter au maximum l'exaspération des luttes de classe qui le déchirent et le tueront. Aux militants de le faire comprendre aux masses durant le court répit qui nous sépare des événements décisifs qui s'annoncent.

Charles Le Gléo.



Le grand effort de la diplomatie italienne

LA COMPÉTITION DES TROIS PUISSANCES AUTOUR DE L'ABYSSINIE



Si l'on en excepte la République de Libéria, il n'y a plus en Afrique qu'un seul Etat indépendant : c'est l'Ethiopie, pays de vieille civilisation qui donna sans doute à l'Egypte, avant toute histoire écrite, sa religion et ses arts.

Si l'Abyssinie n'était que le « nombril du monde », elle n'attirerait parmi ses ruines que les archéologues et les spécialistes de la littérature amharique, mais le pays renferme avec ses prodigieux souvenirs historiques, des richesses plus matérielles auxquelles les nations modernes sont infiniment plus sensibles.

Le fer, l'argent, l'or, le charbon forment des gisements considérables dans son sous-sol. L'agriculture est florissante. Si l'on en excepte une étroite bande côtière, aride et désertique, l'intérieur du pays, dominé par un massif montagneux d'où descendent dans tous les sens de nombreux cours d'eau, est propice à toutes les cultures. Celle du coton, notamment, réussit fort bien. Elle peut être, sous certaines conditions d'irrigation, pratiquée sur une vaste échelle tout le long du cours du Nil bleu, l'une des branches du fleuve sacré qui prend ses sources au lac Tana, dont les récentes polémiques de presse ont révélé le nom au public.

Depuis plus de vingt-cinq siècles, l'Ethiopie a vu passer les caravanes des marchands soudanais, égyptiens, phéniciens et arabes qui se livraient au commerce des bijoux, de la poudre d'or, de l'ivoire et des étoffes.

Avec l'Egypte, plus connue des géographes et des historiens de l'Antiquité, l'Ethiopie, c'est tout le continent africain pour Hérodote et Strabon, et encore longtemps après eux.

De bonne heure convertie au christianisme, la population de l'Abyssinie a des mœurs douces et policées; mais dans le combat, ses guerriers ont la réputation d'être d'un courage indomptable, qui préserva toujours le pays de la domination des nations conquérantes.

Corneille ne trouva pas pour le *Cid* d'adversaires plus dignes de son héros que les guerriers choas :

« Est-il quelque ennemi qu'à présent je ne dompte ?
Paraissent, Senoussis, Abyssins et Khouans,
Et tout ce que l'Afrique a nourri de vaillants ! »

L'hommage était d'ailleurs mérité, et pour avoir négligé la fréquentation de Corneille, les Italiens subirent en 1896, à Adoua, un cuisant désastre.

Partis pour la conquête de la riche Ethiopie, ils durent repartir écrasés, après une brève campagne.

L'Abyssinie renonça d'ailleurs à demander aux vaincus une indemnité et elle poussa la générosité jusqu'à leur céder l'Erythrée, étroite bande de terre, peu riche à la vérité, le long de la mer Rouge.

*
**

Mais tandis que l'Italie, désorientée par la défaite, s'installait à *Massaoua*, l'Angleterre, plus prudente et plus ferme dans ses desseins, demandait à la négociation et à la politique ce que les Italiens avaient imprudemment demandé aux armes. Elle occupait *Souakin* que les Italiens auraient alors pu obtenir, et créait *Port-Soudan*, puis les reliait à *Berbera*.

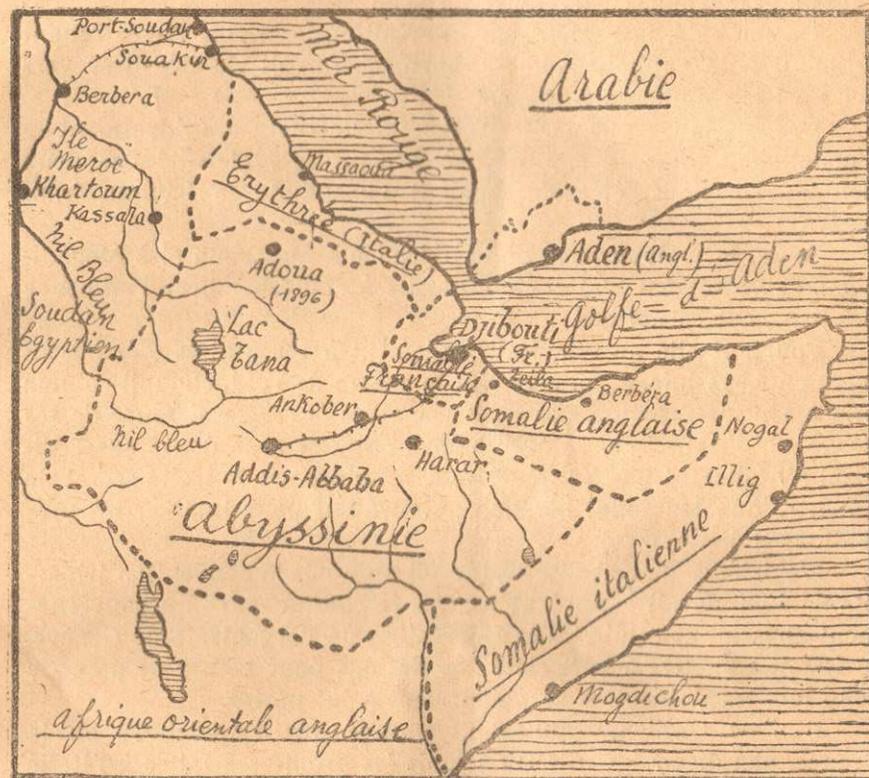
De même *Kassala*, conquise un moment par les Italiens, était évacuée, et les Anglais n'avaient plus qu'à entrer et recueillir le bénéfice des sacrifices italiens.

Ainsi, tandis que l'Italie se laissait enfermer dans sa médiocre bande de terre infertile sur la mer Rouge, l'Angleterre occupait en face d'Aden, à l'est de Djibouti, Zeila et Berbera et un large hinterland, commandant ainsi de tous côtés, l'entrée de la mer Rouge, Suez, la route des Indes.

A l'intérieur du pays, elle remontait le cours du Nil et de ses affluents, et pénétrait jusqu'au cœur de l'Ethiopie, elle s'assurait par la possession de l'antique « île Meroë » de vastes terrains propices à la culture cotonnière. Elle tenait ainsi les clefs du commerce avec le Soudan et une partie de l'Ethiopie.

L'Italie était évincée. La France, avec son petit commerce de

Djibouti et d'Obock, sur le détroit de Bab el Mandeb, allait demander à la pénétration « pacifique », à l'« amitié traditionnelle » et à la création de voies ferrées, ce qu'il n'était pas possible de prendre par les armes, et ce que l'habileté de la diplomatie britannique essayait d'accaparer : les débouchés indispensables au commerce



de l'arrière-pays dont l'avenir brillant ne faisait de doute pour aucune des trois grandes nations d'Europe.

C'est dans ces conditions qu'en 1906 fut signé l'accord tripartite par lequel la France, l'Angleterre et l'Italie prenaient l'engagement mutuel de « protéger l'indépendance et l'intégrité du territoire abyssin » et s'obligeaient à ne pas apporter séparément de modifications au statut actuel du pays.

Dès ce moment, on pouvait dire que le sort de l'Abyssinie était réglé, et que les puissances se réservaient une occasion favorable pour procéder au partage des territoires convoités. En attendant, elles s'en remettaient à leurs ingénieurs, à leurs marchands, et à

leurs faiseurs d'intrigues diplomatiques, du soin d'accroître leur influence, au détriment l'une de l'autre (1).

L'Angleterre s'intéressait alors aux relations commerciales entre le Soudan et l'Éthiopie; puis la nécessité de l'irrigation des cultures cotonnières de l'île Meroë lui faisait découvrir qu'il y avait intérêt à régler le débit du Nil bleu, et par suite, à établir des barrages au lac Tana, en territoire abyssin.

De son côté, la France, par la création de la voie ferrée reliant Djibouti à la capitale Addis-Abbaba, s'efforçait de canaliser vers son port le commerce du pays.

Des missions — de « coopération intellectuelle », évidemment — s'installaient dans la capitale, célébraient la fraternité des deux peuples chrétiens, et développaient l'usage de la banque française (2).

Seule, la malheureuse Italie, reléguée à Massaua et à Mogadichou, se voyait frustrée et impuissante à contrebalancer l'influence des deux autres nations.

Pourtant elle ne renonçait nullement à ses projets d'établissement en Abyssinie, et lorsque vint la guerre de 1914, elle mit comme prix à son intervention aux côtés des alliés *la reconnaissance de ses droits sur l'Abyssinie*, ce qu'Edouard Grey et sans doute aussi Viviani n'hésitèrent pas à promettre à Sonnino, par le traité secret de Londres, que Mussolini invoque aujourd'hui pour justifier les prétentions italiennes.

L'existence de ce traité secret qui annulait la convention tripartite de 1906 devait cependant venir à la connaissance du gouvernement abyssin, et celui-ci, dès la création de l'organisme de Genève, se faisait admettre à la Société des Nations pour tâcher de parer le coup que les puissances se préparaient à lui porter.

Il n'est d'ailleurs nullement prouvé que l'Angleterre ou la France, peu disposées en 1919 à tenir les promesses faites à l'Italie pour arracher sa décision d'entrée dans la guerre, n'aient pas elles-mêmes discrètement laissé entendre au gouvernement éthiopien, le danger qui menaçait son pays. Ce qu'on peut dire en tout cas, c'est que les deux puissances ne furent pas fâchées de voir que l'admission de l'Éthiopie à la Société des Nations leur permettait d'éluder les promesses faites à l'Italie, en violation du traité de 1906.

(1) Le *Daily Herald* du 20 avril écrivait crûment :

« L'Abyssinie est une proie toute désignée. Un cynique dirait que l'affaire fut décidée, lorsqu'en 1906 les puissances garantirent formellement son indépendance ».

Il n'y a pas besoin d'être un cynique pour cela. Les cyniques sont les impérialistes eux-mêmes qui commencent par garantir l'intégrité des pays sur lesquels ils ont jeté leur dévolu pour les dépecer plus sûrement. Voyez Corée. Voyez Maroc. On connaît cela dans toutes les chancelleries.

(2) Il existe en Abyssinie des journaux en langue française et la plupart des journaux du pays sont écrits dans les deux langues : amharique et française.

Mais l'Italie fasciste a su poser à nouveau le problème avec force et habileté. Après avoir essayé vainement depuis 1919 de mener avec l'Angleterre des négociations écartant la France de son jeu, l'Italie a préparé la réouverture de la question d'Abyssinie, de telle manière que les deux autres puissances ont dû se résigner à l'entendre et à faire la part du feu.

Du côté de l'Angleterre, c'est à ce prix que l'Italie a fait payer son concours contre la Turquie dans la question de Mossoul. Et à Rapallo, Mussolini persuada Chamberlain qu'un accord à deux dont la France serait éliminée servirait aussi bien les intérêts de l'Angleterre que ceux de l'Italie. Il se fit fort de poser la question à la France, de telle manière que celle-ci devrait céder sans que l'Angleterre se trouvât compromise. Et l'offre italienne rejetée en 1919 se trouva acceptable en 1925 « en vue des relations de confiance mutuelle qui existent entre les deux gouvernements » (1).

Ainsi, tout s'explique : et le voyage théâtral de Mussolini à Tripoli, ses attitudes mélodramatiques, ses discours menaçants, et l'attitude de l'Italie dans la question de Tanger, et le chantage à la Tunisie.

L'affirmation très nette de la journée coloniale, le discours de Tripoli comportaient autre chose qu'un avertissement *général*.

C'était, à côté de l'affirmation, des aspirations coloniales de l'Italie, l'avertissement à la France que, dans la question d'Abyssinie, le « Duce » était disposé à la compromettre suffisamment par des allusions au traité de 1915, et que, dans les questions méditerranéennes où la France était intéressée, l'Italie mettrait à chaque fois assez de difficultés sur la route pour obliger sa complice de 1906 et de 1915 à céder *sans compensation*, dans la question d'Abyssinie.

*
* *

Depuis quelques semaines, la question a fait un nouveau pas.

Le quai d'Orsay, qui négociait discrètement avec l'Angleterre et l'Italie, est entré officiellement en négociations depuis qu'il a fait publier une note répondant à l'inquiétude manifestée par la presse et par certains cercles politiques français.

On dit à Londres que la France a marqué un succès diplomatique en ne se laissant pas écarter par le chantage sur la Tunisie et Tanger, et qu'elle obtiendra quelques compensations dans l'hinterland de Djibouti.

Le principal obstacle aux visées de l'Italie pourrait donc être surmonté, si la France ne met pas sa complicité à un trop haut prix.

(1) Note de Sir Ronald Graham. Livre blanc anglais.

Le second obstacle, la participation de l'Abyssinie à la Société des Nations, est de peu d'importance. Un pétard a déjà été déposé à Genève contre le gouvernement abyssin qui, paraît-il, transgresserait les règles de la Société des Nations en favorisant le trafic des armes et des esclaves. Enfin, et l'Italie a dû y penser, il reste un troisième obstacle. Ce n'est pas le moindre : c'est que l'Abyssinie, parfaitement au courant des intentions agressives de l'Italie et de la neutralité malveillante de la Société des Nations, se prépare à se défendre. Sans doute, l'Italie ne se lancera pas immédiatement dans une expédition coloniale difficile et compromettante.

Là où on ne peut envoyer des missionnaires — c'est comme cela que ça commence, mais l'Abyssinie est déjà chrétienne ! — on construit des voies ferrées. L'Italie construira donc son chemin de fer d'Erythrée à la côte Somali. Il s'avère parfaitement inutile, dispendieux, ruineux. Mais ce n'est pas un bon rendement industriel qu'on lui demande, c'est l'occasion d'envoyer des troupes pour « veiller à la sécurité des communications ». Les diplomates feront le reste.

Rome, à l'apogée de sa puissance, ne put jamais battre et asservir les Abyssins.

Ceux qui se proclament ses héritiers et qui ont subi déjà en 1896 le désastre d'Adoua seront-ils plus heureux ?

Jusqu'ici, ils se sont fort bien tirés d'affaire dans la bataille. Verra-t-on Mussolini, en « vengeant l'honneur italien » et en donnant à son pays une riche colonie, mériter, mieux que Scipion, le titre d'« Africain » ? L'enjeu et le titre sont bien faits pour tenter le mégalomane du palais Chigi.

Fernand Meunier.



BIBLIOGRAPHIE

Rivista Coloniale. Avril 1926. MAURIZIO RAVA.

Idea Coloniale. 6 juin. F. NOBILI MASSUERO.

Tribuna. 15 juin. FRANCESCO COPPOLA.

Foreign Affairs. Juin 1926 (KENWORTHY : « Italian Foreign Policy and the British Empire »).

« Lumière et Paix » (ADDIS ABBABA). 10 juin 1926. (L'Ethiopie et l'Europe.)
L'Afrique française (avril et juin 1926).

On lira utilement les trois premiers articles signalés, et dont il serait nécessaire, si on voulait les citer, de donner des extraits extrêmement copieux.

La Commune de Paris et les Bulgares



Actuellement, la Commune de Paris n'est pas moins vénérée par les ouvriers et paysans bulgares que par ceux des autres pays. Elle eut cependant peu de retentissement chez nous aux jours de sa lutte héroïque et de sa défaite tragique, toutefois elle ne passa pas inaperçue, car elle suscita la haine de classe de la société bourgeoise bulgare, non encore divisée.

Il y a cinquante-cinq ans, la Bulgarie constituait une province de l'empire turc. Sa population était ruinée par l'étatisme grandissant qui la grevait d'impôts. Les petits artisans étaient écrasés par la grande industrie européenne qui, déjà, inondait le pays de sa camelote. La misère des paysans et des artisans engendra un mouvement révolutionnaire qui revêtit la forme d'une lutte pour l'indépendance nationale. A l'époque de la Commune, un parti révolutionnaire, se ramifiant dans toutes les cités et villages de la Bulgarie, venait à peine de se constituer en se heurtant à l'hostilité des marchands et usuriers enrichis.

Ces embryons de la bourgeoisie bulgare furent tellement effrayés par la Commune que leur porte-parole, le futur exarque Joseph, écrivait : « Les cheveux se dressent sur la tête à l'idée que la civilisation peut être anéantie par les barbares modernes ! » Le futur chef de l'Eglise bulgare répandait des pleurs sur les ruines de Paris et lançait l'anathème contre les communards.

Par contre, les cris de « Vive la Commune ! » retentissaient en Roumanie dans les cabarets enfumés où s'abritaient les émigrés révolutionnaires bulgares, paysans dépossédés, artisans, ouvriers, intellectuels, qui n'avaient pu se plier au régime despotique du sultan.

Où avaient-ils appris à connaître et à aimer la Commune ?

Sans l'approuver entièrement, Lubin Karavelov, théoricien et publiciste, rédacteur de l'organe du parti révolutionnaire, en parlait néanmoins avec sympathie, en signe de réaction contre la politique de Thiers et de Jules Favre qu'il traitait de « belles ordures ».

Les révolutionnaires émigrés ne pouvaient se contenter de la demi-approbation de Karavelov et témoignaient toute leur sympathie à la Commune.

Christo Botiev, jeune homme de 23 ans, qui devait être par la suite le plus grand poète révolutionnaire bulgare, se fit le porte-parole du sentiment populaire. C'était à l'époque où son nom commençait à percer. Botiev éditait le premier quotidien socialiste en langue bulgare. Il y inséra une ardente apologie de la Commune. Il y protestait avec une énergie passionnée contre toutes les attaques dont on l'accablait, la défendant obstinément, même telle que la représentaient ses ennemis. La littérature bulgare entendit déclarer pour la première fois que le socialisme était la phase imminente et inévitable du développement des

sociétés modernes qui résulterait de l'insurrection ouvrière. Botiev saluait le jour de la révolution sociale comme « le premier jour » de l'histoire de l'humanité.

Sous l'influence de Botiev, Vassil Levski, l'organisateur et l'âme du parti révolutionnaire bulgare ou, comme on l'appelle avec respect chez nous, l'Apôtre, écrivait que l'exemple des « frères français » enseignait au peuple bulgare qu'il devait conquérir d'un coup sa libération politique et sociale.

La Commune répandit l'idée du socialisme parmi les Bulgares. C'est dans l'apologie de la Commune par Botiev que se rencontre pour la première fois dans la littérature bulgare le mot de « socialisme ».

L'exemple suivant montre à quel point la Commune était devenue populaire parmi les émigrés révolutionnaires. Un marchand s'était permis de blâmer les Communards en présence d'un groupe d'émigrés. Aussitôt, un émigré russe qui se trouvait parmi eux et qui aurait été croit-on, le célèbre révolutionnaire Serge Netchaev, arracha le couvre-chef du marchand et, le jetant à terre, s'écria sous les murmures approbateurs des assistants : On se découvre quand on parle d'une centaine de milliers d'hommes qui ont péri pour leur idée!

Maintenant la Commune est devenue l'idéal des masses ouvrières et paysannes bulgares.

Vieux Marxiste.



Les leçons de la grève anglaise



I. — Crise du capitalisme anglais

a) La situation générale de l'économie anglaise dans le système de l'économie mondiale, de même que la situation générale de l'Angleterre comme Etat impérialiste, peut être caractérisée comme processus continu de *déclin*. Déjà avant la guerre, la concurrence des différents pays, en premier lieu de l'Allemagne et des Etats-Unis, a porté un coup à la situation de l'Angleterre qui détenait le monopole de première puissance et l'a repoussée graduellement au second plan.

La guerre et l'après-guerre ont encore accentué cette tendance essentielle en compliquant et en modifiant partiellement ses formules. La croissance des Etats-Unis, le renforcement politique et économique de la France et du Japon en partie, l'industrialisation des colonies et des Dominions et la croissance de leurs tendances centrifuges; les dettes de l'Etat avec toutes les conséquences qui en découlent; la réduction de la capacité d'achat des marchés qui restent à l'Angleterre; la disparition partielle de la Russie dans le système des transactions commerciales; la croissance du mouvement révolutionnaire dans les pays coloniaux et dépendants (Chine); enfin, la technique et l'organisation relativement arriérées par rapport aux Etats-Unis et à l'Allemagne, par suite du parasitisme provenant de l'ancienne situation de l'Angleterre possédant le monopole du marché mondial — tout cela s'est résumé en crise chronique du capitalisme anglais. Il ne peut être question de l'Angleterre comme « atelier du monde ». Son rôle et son monopole de « maîtresse des mers » disparaissent de plus en plus.

b) La cause la plus importante du déclin du capitalisme anglais est la crise chronique et toujours plus aiguë de son industrie charbonnière. Cette industrie, à laquelle 8 1/2 p. 100 de la population anglaise est liée immédiatement, qui a une production annuelle de 250 millions de livres sterling et dont l'exportation constitue les 10 p. 100 de toute l'exportation anglaise, était la base de la puissance économique de l'Angleterre. Par conséquent, le déclin de l'industrie charbonnière est l'indice décisif de la décomposition générale du capitalisme anglais. *La production* dénote une tendance constante à la baisse (270 millions de tonnes annuellement pendant la période 1909-1913, 267 millions de tonnes en 1924 et 244 millions de tonnes en 1925). La consommation *intérieure* annuelle, pendant la période de 1909-1913, qui était de 182 millions de tonnes, est tombée à 175 en 1925, particulièrement par suite d'une demande moindre de la part de l'industrie métallurgique. *L'exportation* du charbon anglais a diminué encore plus rapidement : pendant la période 1909-1913, elle s'élevait à 88 millions de tonnes, en 1924 à 82 mil-

lions et en 1925 à 69 millions de tonnes seulement. (Voir *Rapport of the Royal Commission on the coal industry*, page 4.) Le charbon anglais est systématiquement évincé de différents marchés : d'Allemagne, d'Italie, de Pologne, d'Espagne, de Belgique, des pays sud-africains et sud-américains, des Dominions anglais, etc... Cette courbe descendante de l'industrie charbonnière a des causes générales et des causes spécifiques : concurrence des autres espèces de combustibles et par suite du progrès technique (électricité et houille blanche, pétrole, progrès techniques dans le chauffage); technique arriérée de l'industrie charbonnière anglaise et épuisement relatif des mines de charbon; organisation arriérée de cette industrie, réduction de la capacité d'achat des consommateurs de charbon, concurrence des autres pays, y compris les Dominions, par suite du développement de leur propre industrie et du regroupement des marchés.

c) Au point de vue de la perspective fondamentale de l'évolution, la profonde crise de l'industrie charbonnière anglaise est liée à la crise générale de l'économie anglaise. L'énorme chômage chronique conduit directement à une modification radicale des moyens de production, c'est-à-dire à la tâche essentielle de la révolution prolétarienne. La façon radicale de sortir de l'impasse est : abolition des vestiges du féodalisme (*rente absolue*, qui est une charge pour l'industrie), abolition de la propriété privée qui, seule, permet une réorganisation technique radicale et *rationnelle*; paix et collaboration véritable dans le domaine des rapports internationaux, y compris avec les « colonies », ce qui est impossible sur la base du capitalisme; enfin, une organisation de la production à laquelle le prolétariat serait profondément intéressé, ce qui n'est possible que si la dictature de la classe ouvrière est victorieuse. Les projets proposés par les bourgeois et social-réformistes pour trouver une issue à cette impasse sont en partie utopiques dans les conditions présentes (par exemple, projets d'un cartel d'exportation internationale de MM. Mond, Keynes, Vrilsford, Hodges et Cie). Ils nécessiteraient une telle pression sur la classe ouvrière que tôt ou tard, inévitablement, le prolétariat serait poussé à la révolte, ce qui poserait d'une façon radicale le problème du pouvoir dans le pays. La crise charbonnière est, par conséquent, le signe avant-coureur de la révolution sociale.

II. — Déclin de l'Angleterre et le mouvement anglais

a) Le mouvement ouvrier s'est développé historiquement en conformité avec la situation de l'Angleterre autrefois puissante et dominant le marché mondial. Le capitalisme britannique de l'époque classique a donné naissance à un type classique du trade-unionisme anglais. Ses fondements économiques et sociaux étaient les surprofits obtenus par la bourgeoisie anglaise dans toutes les parties du monde. Une partie de ces surprofits allaient aux salaires du prolétariat anglais qui, sans cesse, sur cette base, élevait son niveau d'existence et sa qualification technique. Le prolétariat anglais était, pour cette raison, un détachement *exclusivement* privilégié de l'armée internationale du travail, une aristocratie ouvrière qui fournissait les valets du capital, « les lieutenants ouvriers de communs à ses maîtres. Ce « prolétariat embourgeoisé » (Engels) possédait dans son sein la partie la plus qualifiée d'une grande aristocratie ouvrière qui fournissait les valets du capital, « lieutenants ouvriers de

la classe capitaliste ». La vie sociale et les traditions du prolétariat anglais donnèrent naissance à sa conscience sociale opportuniste : l'esprit corporatiste, l'apolitisme, le culte de la légalité, du Parlement, du roi et de l'Eglise, « le socialisme fabien » avec son respect pour tout ce qui est évolution graduelle et son aversion des violences révolutionnaires; enfin, le socialisme « des Guildes » et le socialisme « constructif » de M. Macdonald niaient, dans le fond et sur toute la ligne, la lutte de classe du prolétariat. Sur cette base, se développait la corruption des étages supérieurs de la bureaucratie ouvrière.

b) Le commencement du déclin du capitalisme anglais et par suite la diminution des surprofits impérialistes de la bourgeoisie anglaise opérèrent un changement radical dans les rapports entre les classes et au sein même de la classe ouvrière. L'accroissement des contradictions de classes réduisit brusquement l'importance politique du traditionnel libéralisme anglais, l'idéologie dominante de la bourgeoisie et qui étendait systématiquement son influence sur le prolétariat, le renforcement des conservateurs d'une part, le développement du Parti Ouvrier, d'autre part; la radicalisation générale de la classe ouvrière; le nombre croissant des grèves et de leur importance (grève des cheminots en 1911, grève générale des mineurs en 1912, vagues de grèves en 1913, grève des cheminots en 1919, grève des mineurs en 1921); la création de comités d'usines, de comités d'action du Parti communiste, la naissance d'un mouvement de la « minorité », les campagnes pour le rapprochement de l'U. R. S. S., l'organisation, sous la pression des masses, du Comité anglo-russe; la grève générale et la grève actuelle des mineurs, tous ces faits sont les chaînons d'une même évolution.

c) La classe ouvrière anglaise s'émancipe de l'opportunisme suivant un processus qui suit une ligne brisée. La différence de situation entre les ouvriers ayant du travail et l'immense armée des chômeurs, phénomène devenu constant en Angleterre, entre les travailleurs qualifiés et les non qualifiés, entre les ouvriers des différentes professions où la crise se répercute avec une intensité inégale, enfin la différence entre la masse inorganisée et ses cadres bureaucratiques, une telle différence de situation rend inégale l'évolution du processus révolutionnaire au sein du prolétariat.

La hiérarchie des fonctionnaires syndicaux et des fonctionnaires du Labour Party avec leurs leaders en tête, hiérarchie qui provient des anciens rapports, est la plus grande entrave à la révolution en train de mûrir. Dans l'énorme majorité, ils sont, soit des alliés conscients de la bourgeoisie et des ennemis conscients du mouvement ouvrier de classe, soit « des éléments de gauche » (« centristes »), qui, grâce à leur esprit de tergiversation, à leur couardise politique et à l'esprit de capitulation qui en découle infailliblement, passent à l'ennemi dans les moments critiques. Les soi-disant « leaders de la classe ouvrière » manœuvrent par leur tactique comme par leur idéologie contre la croissance de l'action révolutionnaire des masses. L'idéologie du « socialisme constructif » comme moyen de guerre contre le communisme, obtient une grande popularité parmi les bureaucrates syndicaux et politiques, tandis que le développement du mouvement de masse à travers des zigzags et des hésitations amène de plus en plus les masses à se mettre sous le drapeau du léninisme, qui est le marxisme révolutionnaire de combat.

III. — La crise charbonnière et les préparatifs de grève

a) L'ajournement du conflit entre les mineurs et les propriétaires des mines en juillet de l'année dernière s'explique par ce que le gouvernement ne se sentait pas suffisamment préparé. Les propriétaires des mines ne possédaient pas des réserves suffisantes de charbon, le pouvoir n'avait pas suffisamment concentré les forces pour la bataille décisive. La stratégie de la bourgeoisie consistait à gagner du temps, à reformer ses rangs et ensuite à accepter la bataille afin de détruire les positions principales de la classe ouvrière et de procéder « à la rationalisation de l'industrie » par une pression nouvelle sur la classe ouvrière, par une exploitation plus grande. D'où les subsides accordés aux propriétaires des mines et l'ajournement de la décision jusqu'en mai de cette année. La bourgeoisie se préparait sur différents fronts : 1° mesures militaires et mesures de police (commissaire extraordinaire de districts, organisation de forces policières de réserve, de briseurs de grève, dans tout le pays la mise en état de guerre de l'armée et de la flotte; 2° mesures pour l'organisation d'un gouvernement central en cas de lutte, formation d'un solide poing gouvernemental, division du travail entre les « Irréductibles » et Baldwin, qui jouait le rôle d'arbitre et de réconciliateur en dehors de la lutte des classes; 3° préparation de « l'opinion publique » (la Commission Samuel, motif pour lequel il est nécessaire d'abaisser les salaires, propagande tendant à effrayer les petites gens sur les « horreurs » « résultant de violences » des mineurs, appels au Parlement et à l'esprit respectueux de la Constitution du public, etc.); 4° organisation de l'espionnage et de la trahison parmi les leaders ouvriers (entente avec Thomas, Macdonald et autres).

b) Si la bourgeoisie faisait tout son possible pour mobiliser ses forces et décomposer celles de l'adversaire, les « leaders » ouvriers officiels faisaient tout leur possible pour faciliter le travail de la bourgeoisie et démobiliser les forces du prolétariat. Le ministre de l'Intérieur, Joynson Hicks, déclara le 15 avril que « le cabinet a actuellement plus de soucis que pendant la guerre », tandis que les leaders officiels des Trade-Unions étaient arrivés, en août, « à la conviction » qu'il était « impossible » de procéder à une préparation préliminaire. (Voir article de Brailsford, dans le *New Leader* du 21 mai 1926.) Le point principal de la stratégie des leaders de droite du Conseil Général (Thomas) et du *Labour Party* (Macdonald) consistait à se maintenir à tout prix à la direction pour éviter que la lutte de classe ne se développe et prenne un caractère aigu, et à faire avorter la grève. D'où : « contact » constant avec le gouvernement et les propriétaires des mines, c'est-à-dire véritable conspiration contre les ouvriers, toute une gamme d'interventions désorganisant le prolétariat, à commencer par les « menaces » du gouvernement et se terminant par des interventions simultanées contre la grève des mineurs et la grève générale qui commençaient à se dessiner. Comparez, par exemple, l'appréciation du rapport de la Commission Royal des Mines par le Parti communiste, qui déclara que c'était une « déclaration de guerre à la classe ouvrière » avec l'appréciation de Macdonald qui disait que ce rapport est « notre triomphe » et celle de Hodges qui proposait de « l'accepter »; comparez également le discours du membre du *Labour Party*, Wedgwood, qui, en réponse à la directive du ministre Hicks, conseillant « de conserver la pureté et la virginité du

Labour Party », répondit que « Hicks et moi avons le même point de vue sur de nombreuses questions »; comparez également la pression constante effectuée sur les mineurs avec les promesses simultanées de « secours fraternels », etc... Les leaders de droite avaient par conséquent leur stratégie, tandis que ceux de « gauche » vivaient dans la peur, n'avaient aucune position indépendante et étaient ainsi condamnés à aller à la remorque des leaders de droite.

c) Les masses ouvrières comprenaient, dans leur ensemble, que les entrepreneurs et l'Etat préparaient une attaque décisive sur la classe ouvrière. Un abaissement du niveau d'existence chez les mineurs est lié, dans la conscience des masses, avec un abaissement inévitable du niveau de vie des ouvriers des autres professions. Les masses se dirigeaient, en partie consciemment, en partie impulsivement, vers un développement de la lutte. Le « mouvement de la minorité » et le Parti communiste étaient l'expression consciente de ce processus. Immédiatement après la publication du rapport de la Commission minière, le Parti communiste l'apprécia comme une « déclaration de guerre » (voir plus haut); le 9 avril, il lança le mot d'ordre : « mobilisation de toute la classe ouvrière »; le 23 avril, il lança celui de grève générale pour soutenir les mineurs et de solidarité internationale, d'organisation de « comités d'action », etc..., tout en développant ses mots d'ordre (détachement de défense, tracts pour soldats, entente avec les coopératives, suppression de la presse capitaliste, etc...); et en prévenant les ouvriers de la trahison possible des héros du « Vendredi noir » (Thomas et Cie). De même, la Conférence des mineurs qui adhéraient à ce mouvement lancèrent différents mots d'ordre destinés à la préparation de la grève et au développement de la lutte.

IV. — Marche de la grève générale et sa fin

a) La marche de la grève générale et sa liquidation sont une leçon énorme pour tout le prolétariat international. Le 30 avril, les propriétaires des mines présentèrent un ultimatum aux mineurs (réduction de salaires, augmentation de la journée de travail, contrats de travail régionaux au lieu de contrat national). Le refus des mineurs fut le signal du lock-out. Sous la pression des masses, le Conseil Général se décide à la grève, qu'il renvoie au 3 mai. Le 2 mai, les ouvriers manifestent leur état d'esprit dans une manifestation grandiose. Dans l'intervalle, le gouvernement prend des mesures énergiques pour briser la résistance ouvrière. Le 1^{er} mai, l'état de siège est proclamé dans le pays, les troupes sont envoyées dans le Lancashire, l'Ecosse et le Pays de Galles, toutes les forces de la contre-révolution sont mobilisées. Pendant ce temps, MM. Thomas, Macdonald et Cie prennent la direction dans le Conseil Général. Les leaders de « gauche » passent honteusement au second plan. Thomas et Cie « supplient » à genoux le gouvernement; mais, en fait, ils sont entièrement avec lui dans la lutte contre la crise révolutionnaire menaçante. D'après les paroles de Lansbury (article du 22 mai), dans le Conseil Général, « régnait une inquiétude fébrile, voire même de la frayeur » (frayeur devant les masses en premier lieu). La stratégie de M. Thomas consistait à prendre la tête de la grève pour la faire avorter (voir la déclaration de Thomas au tribunal, après la grève de 1921, où, comme conseiller secret du roi, il dit qu'il est prêt à briser la grève lorsqu'elle peut servir les buts « du parti révolutionnaire ») et fut con-

forme à leur *tactique* : briser la grève déclarée contre leur volonté. La peur des événements et le commencement de la liquidation de la grève apparurent *avant tout dans la déclaration où il était dit que la lutte était « purement économique »*. Sous ce prétexte, la « mobilisation » fut faite de telle sorte que le Conseil Général ne se décidait pas à faire paraître son journal jusqu'au moment où le journal briseur de grève du gouvernement vit le jour; sous ce prétexte, on obligea « les politiciens » à ne pas intervenir (ce qui ne les empêchait pas d'agir en dessous); sous ce prétexte, on appela les masses non pas à un travail tenace et systématique, d'organisation et encore moins à descendre dans la rue, mais à jouer paisiblement au foot-ball; sous ce prétexte, on lutta contre les ouvriers à tendance révolutionnaire qui allaient à la lutte, sans attendre les ordres du Conseil Général; ainsi, ce dernier craignit de lancer dans la grève les ouvriers des branches d'industrie de première nécessité (électricité, gaz, etc.). Les leaders du *Labour Party* et les représentants de ce parti au Parlement se conduisirent d'une façon infâmée. En fait, la grève se développait non pas *grâce* aux leaders, mais *contre* leur gré.

b) Tandis que les leaders ouvriers faisaient semblant de ne pas comprendre le caractère politique de la grève, le gouvernement et la bourgeoisie le voyaient nettement et prenaient des mesures en conséquence. Le *Manchester Guardian* caractérisait la politique du gouvernement de « lutte jusqu'au bout », le but principal étant de briser le mouvement syndical, forme essentielle du mouvement prolétarien anglais. Le *Times* parlait de la nécessité de « briser la dictature des syndicats ». Le *Daily Telegraph* (3 mai) caractérisait la lutte comme étant celle du Conseil Général et du « gouvernement constitutionnel du pays ». « Le mémorandum qui a été publié dans la nuit de samedi », écrivait le journal « et qui annonce la décision des comités exécutifs de faire appel à la grève générale est en réalité la proclamation d'un pouvoir usurpateur... En effet, le Conseil Général est « un organisme d'usurpateurs qui n'a aucune place dans notre Constitution ». Conformément à cela, la bourgeoisie agissait avec toute l'énergie nécessaire... Plus les « leaders étaient désordonnés, plus le gouvernement appliquait une politique énergique et ferme (voir, par exemple, les paroles méprisantes de Baldwin à Thomas et Cie).

c) Les leaders de « gauche » du Conseil Général qui avaient la *majorité* dans ce dernier, mais qui n'opposaient aucune résistance aux traîtres conscients du type Thomas, étaient tout le temps sous le commandement de la droite. En fait, Thomas et consorts dirigèrent le Conseil Général pendant toute la durée de la grève. Au *début*, certains « leaders de gauche » furent ouvertement contre elle. Au *milieu* de la grève, presque partout ils étaient disparus de la scène, se mettant à l'entière disposition de la clique de Thomas; dans les moments décisifs, ils intervenaient parfois d'une façon non moins odieuse que Thomas (par exemple, Hicks et « l'argent russe maudit »). Ils décomposaient la force principale du mouvement (les mineurs), les engageant à se rendre. Ce n'est que l'énorme pression des masses qui les obligea à suivre le mouvement à la queue. C'est ainsi, par conséquent, qu'objectivement, « les gauches » jouèrent un rôle encore plus criminel, car ils avaient la majorité et ils avaient la responsabilité directe de la grève.

d) Le mouvement des masses se développa avec une force inouïe. Tous les renseignements contredisaient absolument tous les racontars sur le nombre toujours plus important des briseurs de grève. Cette lé-

gende fut lancée par les « leaders » des Trade-Unions et « travaillée » ensuite par M. Otto Bauer, dans l'*Arbeiter Zeitung*, de Vienne. En vérité, ce n'était qu'une ignoble calomnie d'autant plus révoltante qu'elle servait à couvrir les véritables traîtres. Les témoignages de Lansbury, Brailsford et autres constatent partout un enthousiasme croissant des masses, une critique des leaders de la « gauche », des interventions des ouvriers pour aider les mineurs à l'encontre du Conseil Général, la création de différentes organisations de masse, etc... En certains endroits, les masses sortirent spontanément dans la rue et employèrent les méthodes de violence révolutionnaires si abhorrées des réformistes (destruction des autobus conduits par les briseurs de grèves, mesures contre la parution des journaux bourgeois, appels à la désobéissance pour les soldats, etc...). L'organisation des comités d'action de certaines mesures sociales importantes (répartition de l'énergie électrique, de l'approvisionnement, etc.) poussaient de plus en plus la grève vers des formes supérieures.

e) La II^e Internationale et Amsterdam soutenaient en fait la politique des leaders de droite du Conseil Général, c'est-à-dire sabotaient la grève. La presse social-démocrate passait systématiquement sous silence l'ampleur de la grève, ils misaient, dès le début, sur une issue « de compromis », ils s'effrayaient devant les difficultés de la lutte, soulignaient le caractère exclusivement « économique » de la grève, mentionnaient une grande quantité de briseurs de grèves (Oudegust, dans le *Hatvolk*, écrivait que 50 p. 100 des ouvriers non organisés étaient briseurs de grève), ils attaquaient non pas la bourgeoisie anglaise, mais les communistes (pour leur « zèle excessif »), comme les liquidateurs qui attaquaient jadis la « témérité » de la grève; le *Vorwaerts* menait une campagne contre Moscou et exigeait la grève générale dans l'U. R. S. S. L'Internationale d'Amsterdam repoussa le front unique avec l'I. S. R., sabota ses propres réunions consacrées à la grève. L'Internationale des Transports repoussa la proposition de Fimmen « de ne pas exporter de charbon par Rotterdam »; les syndicats allemands donnèrent leur appui dans la mesure où cela n'était pas désavantageux à la bourgeoisie allemande, etc... Ce n'est que sous l'influence des masses qu'Amsterdam et la II^e Internationale se décidèrent à certaines démarches minima pour aider les grévistes. Au point de vue du mouvement, la politique de ces organismes fut une politique de *sabotage*.

f) La grève fut liquidée parce qu'elle se développait, parce que les leaders craignaient surtout la croissance. Brailsford écrivait que « la poussée (des masses) fut si forte qu'il ne s'agissait pas des difficultés de la mobilisation, mais de la difficulté d'éviter la grève ». La grève ne pouvait vivre et vaincre que si elle continuait à se développer, c'est-à-dire que si la lutte de classes avait pris de plus en plus d'acuité. Le tournant décisif apparaissait déjà nettement lorsque les « leaders » refusèrent d'accepter l'aide pécuniaire des syndicats soviétiques avec lesquels ils avaient créé le Comité anglo-russe. Ils donnèrent comme raison que cela pouvait être mal compris et inexactement interprété. En continuant à se servir de ce motif pour refuser l'aide de l'étranger en général ils ont ainsi isolé les ouvriers anglais du prolétariat international. Quand le bruit courut que le gouvernement préparait de nouvelles attaques (arrestation du Conseil Général, mobilisation de l'armée de réserve, loi contre les Trade-Unions, confiscations des fonds syndicaux), « les leaders » profitèrent de la seconde apparition de M. Samuel pour trahir la grève. A part les mineurs et certains détachements du mouvement

ouvrier, les masses ouvrières déjà entrées dans la voie révolutionnaire ne s'attendaient pas à une telle trahison et reprirent le travail à l'appel du Conseil Général, dans lequel ils avaient encore confiance.

Cette confiance se changea bientôt en vague d'indignation. Les honteux et infâmes contrats des cheminots et autres furent conclus sous la « direction » immédiate de Thomas et Cie. Les documents de la presse bourgeoise anglaise font foi de la trahison de MM. Thomas et autres. Ainsi, le journal le plus sérieux de la bourgeoisie, l'*Economist* (15 mai 1926), écrit : « La grève a subi une défaite parce que la majorité de ses organisateurs n'en voulaient pas et ne pensaient pas qu'elle pourrait se terminer par un succès. Le président du Conseil Général est un homme pacifique (*man of peace*)... » la *Deutsche Allegemeine Zeitung*, ancien organe de Stinnes, écrivait sur l'accord des cheminots : « C'est la capitulation de syndicats la plus surprenante que l'on pouvait imaginer après une pareille grève. » (*Die erstantartigen Kapitulation der Gewerkschaften die nach einem des artigen Streik denkhar ist*). La tactique du gouvernement et de la bourgeoisie fut une tactique d'offensive énergique et calculée. La tactique des « leaders » des Trade-Unions fut une tactique de trahison et de capitulation. Le refus de pousser la grève dans la voie politique fut un coup pour la mobilisation intérieure des forces. Le refus d'accepter une aide internationale fut un coup pour la mobilisation extérieure des forces du prolétariat. L'ordre de liquidation de la grève fut le coup de grâce. La classe ouvrière, démobilisée par ses leaders, a perdu la première bataille importante de son histoire.

V. — La grève des mineurs et les perspectives ultérieures

a) La situation actuelle (fin mai 1926) est caractérisée par un renforcement relatif des positions de la bourgeoisie, par une déroute provisoire de la majeure partie de la classe ouvrière, par le groupement des forces révolutionnaires autour des mineurs en même temps qu'une offensive de la bourgeoisie. La presse bourgeoise mène une campagne enragée contre l'U. R. S. S. Avec une partie des leaders des Trade-Unions, elle attaque également les mineurs. Les propriétaires essaient de conclure des accords séparés par régions avec les mineurs. Un bill a été présenté à la Chambre des Communes pour annuler la loi sur les Trade-Unions et limiter leurs droits. Les entrepreneurs tentent d'utiliser la défaite pour continuer leur pression. Dans ces conditions, la grève des mineurs, sa marche et son issue ont une importance décisive pour le mouvement ouvrier anglais (et non seulement anglais) pendant la période prochaine. Premièrement, il n'est pas impossible que les mineurs obtiennent la victoire, que le mouvement continue à se développer sur une nouvelle base, que de nouveaux détachements de la classe ouvrière se joignent à la grève, etc... D'autre part, il est nécessaire de prendre en considération la possibilité d'une défaite ou d'un compromis qui sera suivi d'une attaque de front des forces réunies du gouvernement, de la bourgeoisie et des leaders « ouvriers » de droite contre le prolétariat avec toutes les suites qui en découlent, politique d'isolement et d'exclusion des communistes et des partisans du « mouvement de la minorité » des Trade-Unions, changement de front décisif de certains leaders syndicaux vers la Fédération Américaine du Travail et Amsterdam, scission avec les syndicats de l'U. R. S. S., etc...

b) C'est pourquoi maintenant tous les efforts des véritables amis du prolétariat anglais doivent être dirigés vers un soutien énergique des mineurs. La tactique des partis communistes du mouvement de la minorité, de l'I. S. R., etc., doit être orientée vers la politique de soutien énergique et décisif des mineurs, tant en Angleterre que dans tous les autres pays. C'est partout et avec une attention redoublée que l'on doit faire des collectes au profit des mineurs, que l'on doit procéder au boycottage du transport du charbon, que l'on doit développer les grèves de solidarité. Il est nécessaire d'organiser la plus grande mobilisation possible des forces prolétariennes autour de la grève des mineurs. Les communistes (à l'exception des chômeurs) de tous les pays doivent effectuer des versements réguliers au profit des grévistes. Sans l'intervention la plus énergique et sans appui, la grève des mineurs peut être perdue, ce qui sera un grand coup pour tout le mouvement prolétarien révolutionnaire. Toutes les sections de l'I. C. sont tenues de prendre différentes mesures urgentes pour assurer l'application de ces directives.

c) Etant données les conditions de la lutte en tous cas et en toutes circonstances, il faut opposer une résistance décisive aux tentatives de la droite de rejeter les partisans de la minorité et les communistes des positions qu'ils occupent au sein du mouvement syndical. D'autre part, la tendance qui s'est révélée assez forte parmi la classe ouvrière anglaise et qui consiste à vouloir sortir des Trade-Unions (voir *Worker's Weekly* du 22 mai, l'article de Mac Manus contre la sortie) est excessivement dangereuse. Si la colère des ouvriers avancés est compréhensible, si leur juste révolte contre la trahison et le sabotage de la grève des leaders officiels des Trade-Unions est compréhensible aussi, la sortie des syndicats doit être, d'autre part, absolument condamnée comme irrationnelle du point de vue politique, quelques tentatives que soient les phrases quasi révolutionnaires sur « les nouvelles organisations », etc., dont elle se couvre (voir Lénine : *La Maladie infantile de gauche*). L'expérience du mouvement ouvrier mondial, en particulier celle du mouvement allemand pendant les dernières années, a montré avec une netteté frappante que la tactique de « self-exclusion » ne sert objectivement qu'à soutenir les plans des leaders de droite, approuvés par la bourgeoisie. Cette tactique n'aboutit qu'à désunir les masses, qu'à isoler les éléments révolutionnaires du mouvement et rend impossible la conquête des masses qui est le problème essentiel. Si la grève se continue victorieusement, quitter le syndicat ralentira à l'extrême la conquête des Trade-Unions; si la grève est vaincue, ce sera l'isolement des meilleurs détachements de la classe ouvrière.

d) Le résultat fondamental de la grève générale et de tous les phénomènes qui s'y rattachent sera une différenciation accélérée au sein de la classe ouvrière. S'il est très probable, voire même inévitable, que les troupes supérieures des leaders passent à droite (dans les Trade-Unions comme dans le *Labour Party*, il est, d'autre part, non moins inévitable que les masses continuent à se révolutionnariser. La base économique du réformisme en Angleterre est disparue à jamais. Les illusions sur le Parlement et la Constitution disparaissent; l'Etat se dévoile sous son vrai jour comme puissance de classe. La désillusion envers les leaders et les méthodes réformistes devient inévitable. Le problème de la conquête du pouvoir est posé toujours plus nettement; tout ceci mène infailliblement les ouvriers à développer leur conscience de classe. Avec le déclin fatal du système capitaliste en Angleterre, cela amènera à son tour au combat

révolutionnaire inévitable. C'est pourquoi la tâche actuelle du Parti communiste d'Angleterre est de continuer énergiquement la politique de groupement de forces et d'unité de front, tout en préparant la classe ouvrière à repousser l'offensive inévitable du capitalisme et à transformer cette défensive en une vaste offensive révolutionnaire du prolétariat.

VI. — Les leçons de la grève

a) La grande grève a entièrement et complètement confirmé l'appréciation de l'Internationale Communiste sur la situation mondiale actuelle, période de stabilisation provisoire et *relative* du capitalisme, contrairement à ce que dit la social-démocratie. Cette dernière affirme que le capitalisme s'est débarrassé des conséquences de la guerre, qu'il est à la recherche de nouvelles formes pour l'organisation des relations internationales (Société des Nations, etc.) et qu'à l'intérieur de différents pays, il est entré dans la période d'une solide paix civile. Les guerres coloniales, la situation révolutionnaire en Chine, le pacte de Locarno, etc., démontrent la trivialité sans exemple du « pacifisme » socialiste; la guerre civile en Pologne et la grève de l'Union des Prolétaires anglais découvrent l'utopisme réformiste mesquin de la social-démocratie dans les questions de lutte de classes. Ces événements soulignent très fortement que la stabilisation n'est que relative. Les contradictions du capitalisme sont complètement mises à jour (c'est en quoi le mouvement actuel est spécifique), mais l'aggravation de la crise n'a pas encore causé une situation révolutionnaire en Europe ni même en Angleterre, où il n'y a pas encore de situation révolutionnaire au sens étroit du mot. Néanmoins, lors d'une marche favorable des événements, une situation semblable peut naître. Cela ne peut avoir lieu que si la défaite des ouvriers anglais est suivie d'une nouvelle phase révolutionnaire puissante, par le développement de la grève des mineurs ou par toute autre voie.

b) La grève des prolétaires anglais a de nouveau posé avec force la question de la grève générale comme méthode de lutte. L'histoire du mouvement ouvrier ne connaissait pas jusque-là de grève aussi ample et aussi importante (*The Economist* du 15 compte qu'il y avait environ 5 millions d'hommes entraînés dans la grève) effectuée par le prolétariat dans un pays industriel. L'expérience de la grève anglaise a montré, malgré toutes les affirmations de la bourgeoisie et des renégats du mouvement ouvrier, que la grève est possible, qu'elle peut vaincre si elle se développe. La principale contradiction de cette grève, contradiction qui provient de sa direction réformiste, consiste en ce qu'après avoir mobilisé des milliers d'ouvriers et les avoir dressés contre tout l'appareil d'Etat, c'est-à-dire qu'étant au fond une grève politique, elle a été menée comme une grève « purement économique ». Elle ne pouvait sortir de cette impasse qu'en se transformant en grève politique, c'est-à-dire en passant à une lutte de forme supérieure. Les leaders réformistes, non seulement n'ont pas franchi ce cap vers la révolution, mais, en outre, ils se sont effrayés de la perspective révolutionnaire et n'ont même pas su utiliser les masses pour faire pression sur le gouvernement et la bourgeoisie afin d'arracher les concessions économiques. Ils capitulèrent sans condition après avoir trahi non seulement les mineurs, non seulement les ouvriers des autres branches d'industries qui participèrent à la grève, mais encore toute la classe ouvrière. Les leaders réformistes capitulèrent parce qu'ils ne pouvaient sortir des cadres de leur propre

réformisme, parce qu'ils n'osaient pas et ne pouvaient pas consciemment suivre la tendance principale de la grève : sa transformation d'économique en grève politique. La liquidation de la grève n'est pas la faillite de la grève en tant que méthode de lutte, mais c'est la faillite de sa direction réformiste.

c) Dans cette faillite, celle des deux ailes de l'opportunisme s'est dévoilée : celle de l'opportunisme de droite insolent, ouvertement traître, serviteur conscient de la bourgeoisie (Macdonald, Thomas, Clynes et Cie) et celle de l'opportunisme masqué, capitulard (Purcell), qui, grâce à sa politique petite-bourgeoise, à son manque de caractère et à sa poltronnerie, s'est trouvé, dans les minutes critiques, avec le flanc droit de l'opportunisme. C'est pourquoi la position du Parti communiste anglais est parfaitement juste lorsqu'il déclare, dans son manifeste, que « la majorité de la soi-disant aile gauche » n'est pas meilleure que la droite. Par sa politique de silence craintif, et sous les prétextes menteurs de loyauté envers les collègues, prétextes dont elle couvrait le piétinement de sa loyauté envers la classe ouvrière anglaise, elle se remit elle-même entre les mains de la droite et l'aida ainsi à obtenir la victoire des entrepreneurs ». (Manifeste du C. C. du P. C. A.). Dévoiler et critiquer sans merci non seulement la perfidie de la droite, mais encore celle des capitulards de « gauche » du Conseil Général, c'est la condition essentielle pour qu'à l'avenir le mouvement ouvrier aille de succès en succès. Il est impossible d'abattre le régime capitaliste *sans abattre au préalable l'opportunisme dans le mouvement ouvrier*.

d) Une des principales leçons de la grève générale en Angleterre, sont les déductions qui en découlent sur le rôle des Trade-Unions dans ce pays. La situation originale ne consiste pas ici en ce que la majorité écrasante de la population est composée d'ouvriers d'usines, mais en ce que le *Labour Party* s'appuie entièrement sur les Trade-Unions, en ce que le passage à gauche des masses est reflété directement et avant tout dans les Trade-Unions, et en ce que le Parti communiste est encore jeune et numériquement faible. L'expérience de la grève a montré en fait que le rôle des Trade-Unions fut énorme; les comités d'action, organisés par les Trade-Unions, se transformaient effectivement en soviets de rayons. Les sections organisées par le Conseil Général se rapprochaient par leur structure et leurs fonctions des sections des Soviets de Pétersbourg pendant la période de « pouvoir double » ainsi nommé. Le mot d'ordre : « Tout le pouvoir au Conseil Général ! », avec celui de : « A bas le gouvernement Baldwin qui protège les entrepreneurs ! », qui fut donné d'abord par le Parti communiste dans des buts d'unité et de centralisation de la grève générale, fut, dans la situation donnée complètement exact et eut une importance politique très grande. Si la grève s'était développée victorieusement, le Conseil Général se serait précisément trouvé dans le rôle du commandement et de dirigeant en chef. Maintes fois, le camarade Lénine répéta que la révolution en Angleterre peut avoir d'autres formes parce que les Trade-Unions sont la base organisée fondamentale du mouvement ouvrier en Angleterre. C'est pourquoi la tendance qui consiste à vouloir sortir des syndicats est très nuisible. Ce qu'il faut, c'est les conquérir. Une politique pareille ferait objectivement le jeu des opportunistes de l'Internationale d'Amsterdam et de la Fédération Américaine du Travail, en laissant au réformisme le monopole idéologique et en isolant ainsi le Parti communiste des masses.

e) La grève générale en Angleterre a souligné tout particulièrement la justesse de la ligne prise par l'I. C. et l'I. S. R. pour l'unité du mouvement syndical mondial et pour la création d'une Internationale syndicale de combat unique. L'aide insuffisante qui a été portée au prolétariat anglais lors de cette grève s'explique seulement parce que le mouvement syndical mondial est disséminé et parce que les leaders d'Amsterdam sont d'un opportunisme sans espoir. La lutte contre l'étroitesse nationale et l'opportunisme doit être placée en premier lieu.

L'attitude de la II^e Internationale et de l'Internationale d'Amsterdam envers la grève doit servir de point de départ d'une campagne longue et énergique pour la création d'une Internationale syndicale, semblable et de pareilles Internationales par industrie, lesquelles pourraient organiser réellement des interventions parallèles en commun des ouvriers des différents pays pour porter une aide réelle à l'un des détachements combattant.

Pour cette raison la sortie des syndicats de l'U. R. S. S. du Comité anglo-russe doit être aussi considérée comme irrationnelle. Lorsque les ouvriers de l'U. R. S. S. envoyèrent des représentants au Comité anglo-russe, ce n'était pas parce qu'ils espéraient pouvoir substituer les pourparlers avec les bureaucrates opportunistes à la tâche de révolutionner les pays capitalistes. Ceux qui avaient des illusions semblables furent cruellement déçus. Les syndicats de l'U. R. S. S. n'eurent pas un seul instant de telles illusions, et c'est précisément pour se lier avec ces masses, dont la poussée avait fait évoluer à gauche les chefs syndicaux, qu'ils sont allés au Comité anglo-russe. Ils y sont allés pour renforcer les liens fraternels entre la classe ouvrière de Grande-Bretagne et celle de l'U. R. S. S. et pour frayer une voie au rétablissement de l'unité syndicale internationale. Les bolchéviks avaient, eux, agi de même aux périodes critiques et contre-révolutionnaires de la Révolution russe (par exemple en juillet 1917), ils ne quittaient pas les Soviets et leurs organisations, au moment où ces derniers désarmaient les ouvriers. Les bolchéviks dénonçaient implacablement les chefs, mais ils avaient le courage et la patience de travailler systématiquement à la conquête des Soviets sans les quitter, car cela leur aurait aliéné cette partie de la masse qui, se trompant sincèrement, suivait encore les chefs social-révolutionnaires et menchévistes. Les chefs syndicaux anglais sont allés au Comité anglo-russe, sous la pression des masses. Et, si aujourd'hui — ce qui, non seulement est possible, mais même probable — ils tournent à droite, se rapprochent de nouveau d'Amsterdam et s'efforcent eux-mêmes de détruire le Comité anglo-russe ou bien de le faire mourir d'inanition, ils se révéleront sous leur vrai jour, et cela leur attirera la résistance de cette partie des masses qui les suit encore. Surtout aujourd'hui, lorsque le gouvernement anglais livre une attaque aux ouvriers, sème la haine contre la République prolétarienne pour l'aide apportée par les syndicats de l'U. R. S. S. aux mineurs anglais, haine rappelant par sa fureur l'époque de l'ultimatum de Curzon; lorsque, d'autre part, le pouvoir anglais essaie de toutes ses forces d'isoler les ouvriers anglais des ouvriers de l'U. R. S. S. la destruction du Comité anglo-russe par les chefs des Trade-Unions anglais constituerait une démonstration contre les ouvriers qui ne ferait que révolutionner davantage les masses ouvrières anglaises. Dans ces conditions, bien que le refus d'accepter l'argent proposé par les ouvriers de l'U. R. S. S. ait porté un coup dur à l'unité internationale et au Comité anglo-russe, la sortie des syndicats

de l'U. R. S. S. constituerait, certes, un geste très « héroïque », mais, au point de vue politique, ce serait un geste puéril et peu raisonnable.

g) L'expérience de la lutte internationale pour l'unité syndicale, qui était le but essentiel et principal du Comité anglo-russe a montré que l'organisation de ce Comité était tout à fait juste. Les accusations, selon lesquelles les syndicats de l'U. R. S. S. avaient pris cette initiative pour des considérations d'ordre politique et national, ont été réfutées et l'I. C. les a plusieurs fois énergiquement repoussées. Le renouvellement de ces accusations encouragées de nouveau par les « révolutionnaires » petits-bourgeois, surtout en Allemagne, est une répercussion de l'attaque générale engagée par la bourgeoisie contre l'U. R. S. S. et le P. C. U. Les syndicats russes allaient au Comité anglo-russe sans aucun engagement de s'abstenir de critique, de même que les communistes anglais, lorsqu'ils travaillent dans les syndicats et défendent le mot d'ordre d'adhésion au P. C., ne sont nullement tenus de s'abstenir de critiquer et de dénoncer les réformistes. Si les communistes voulaient être conséquents, ils devraient, en quittant le Comité anglo-russe, retirer le mot d'ordre d'adhésion au P. C. et quitter les Trade-Unions. Le but que les léninistes poursuivent n'est pas de quitter le Comité anglo-russe, mais de lutter pour changer sa composition et celle de tous les organismes dirigeants des conseils généraux et des organismes syndicaux locaux.

h) La grève générale, en tant que méthode de lutte, jouera, en Angleterre, un rôle proportionnellement plus grand que dans tout autre pays. Cela s'explique, non seulement par ce fait que, dans son économie, qui est essentiellement industrielle, l'arrêt du travail dans l'industrie et le transport est d'une importance décisive, mais encore parce que l'Angleterre possède une armée de terre bien moins grande. La principale force militaire de l'Angleterre, c'est la marine. Mais celle-ci est composée essentiellement de prolétaires; les paysans y forment une fraction insignifiante à côté du prolétariat. Toutes ces circonstances font que la méthode de la grève générale aura une importance décisive. La grève générale n'est pas la condition *suffisante* de la victoire (il faut y ajouter encore des *formes supérieures* de la lutte de classes), mais elle est la condition préalable *obligatoire*, condition qui pèsera énormément en Angleterre.

i) L'expérience de la grève anglaise a mis en relief la question de l'aide internationale de la part des ouvriers des autres pays. L'aide matérielle des syndicats des Républiques prolétariennes a joué et joue un rôle des plus importants dans le développement de la solidarité internationale. Les ouvriers de tous les pays voient clairement que l'U. R. S. S. est au premier rang de ceux qui se portent activement au secours de la classe ouvrière en lutte. Comme la position du P. C. R. et des syndicats en 1923, à la veille des événements d'Allemagne, la position prise aujourd'hui par les organes prolétariens révolutionnaires de l'U. R. S. S. et par les larges couches du prolétariat de l'Union vis-à-vis des événements d'Angleterre donne un démenti formel à tous les racontars misérables et ridicules sur la « métamorphose » du P. C. R. sur son « embourgeoisement », etc., ainsi qu'à toutes les calomnies venant tant des ennemis déclarés de la dictature prolétarienne que des éléments « ultra-gauches », comme Korsch et les autres. Sur l'importance de l'aide internationale, on doit *particulièrement insister*. Il faut constater que les P. C. des autres pays sont loin d'avoir épuisé toutes les possibilités concernant l'aide

internationale. L'expérience de la grève anglaise a démontré qu'il faut mobiliser plus de forces et de ressources qu'on ne l'a fait.

j) La grève générale anglaise a montré à la classe ouvrière d'Angleterre et à la classe ouvrière des autres pays la valeur du réformisme et du pouvoir gouvernemental, ainsi que leur rôle et leur nature de classe. L'attitude traditionnelle que l'on avait à l'égard du régime démocratique comme une force au-dessus des classes, sera inévitablement et radicalement révisée par les masses, malgré les habiles manœuvres de Baldwin, du prince de Galles, etc. La bourgeoisie anglaise, plus que la bourgeoisie de tout autre pays, subsiste parce qu'elle corrompt les masses (par les sur-bénéfices) et en les dupant (par les traditions glorieuses de la Constitution anglaise. La base matérielle de corruption a déjà disparu. Mais la duperie a conservé un pouvoir assez grand. La masse est déjà loin de croire aussi aveuglément les chefs réformistes qu'elle le faisait avant, mais une partie n'a pas encore définitivement perdu la foi en ces chefs. Lorsque toutes les leçons de la grève seront digérées, la faillite des illusions réformistes se produira certainement. Dénoncer ces « illusions constitutionnelles », spécifiquement anglaises, doit devenir une des tâches fondamentales du jour.

k) La conquête des masses continue d'être la tâche centrale des communistes. Le sentiment des masses à l'égard de la trahison du Conseil Général prouve clairement qu'il y a des couches différentes à l'intérieur de la classe ouvrière. Les ouvriers qui font grève malgré la décision du Conseil Général constituent la partie la plus mûre du prolétariat anglais : au cœur de la lutte, ils se sont déjà partiellement dégagés et ils se dégagent, de plus en plus de l'influence des chefs réformistes; la poignée des briseurs de grève avérés et soudoyés par la bourgeoisie, est infime. La masse d'ouvriers qui, sur l'ordre du Conseil Général, a repris le travail est très considérable, mais, à son tour, elle n'est pas non plus homogène; tous les renseignements témoignent que bien des ouvriers qui ont repris le travail l'ont fait à contre-cœur et sont en train de méditer anxieusement l'expérience de la grève, tant au point de vue de son résultat général que de celui de sa direction, lorsque toute l'action était dirigée par les syndicats. On conçoit que, dans ces conditions, le mouvement de la minorité doit acquérir une importance particulièrement grande. Il faut cependant se rappeler qu'une partie assez considérable des prolétaires « se trompe sincèrement », que cela s'applique surtout aux ouvriers qui avaient suivi ce qu'on appelle « l'aile gauche » (Purcell et consorts). La critique impitoyable des chefs ne signifie pas du tout qu'il faille « s'enfermer » dans les rangs de la « minorité », au contraire, ceux qui prennent part au « mouvement de minorité », ainsi que les communistes, doivent aujourd'hui plus que jamais se jeter parmi les masses et, en analysant l'expérience de la grève, recruter de nouveaux cadres de partisans.

l) Le mouvement de la minorité qui, pendant toute la période de préparation de la grève générale, pendant la grève et après sa liquidation, marchait la main dans la main avec le P. C. de Grande-Bretagne, s'est révélé une force révolutionnaire véritable. Bien avant la grève le mouvement de la minorité réclamait la mobilisation de toutes les forces pour le conflit qui devait éclater le 1^{er} mai; il avait demandé la convocation d'un Congrès d'action spécial pour soutenir les mineurs et il s'était mis à organiser des Comités d'action locaux. Il exerçait une

pression sur le Conseil Général dans la question des mineurs, luttant avec le mot d'ordre : « Tout pour soutenir les mineurs ». Dès le début, le mouvement de la minorité avait mis en garde contre la limitation de la grève aux mots d'ordre purement défensifs et indiquait combien cela pouvait être dangereux. « Pour vaincre, écrivait le C. E. du mouvement de la minorité, il est nécessaire de passer à l'offensive et de porter un coup terrible aux capitalistes. » Pendant que la grève battait son plein, le mouvement de la minorité cherche à donner au mouvement une tournure politique, organise des Comités d'action, des détachements contre les « jaunes » ainsi que des détachements d'auto-défense; il met en garde les masses contre les louches pourparlers des chefs et la trahison possible dans ce cas; il lance le mot d'ordre : Contrôle des pourparlers par les masses, il attaque vivement la capitulation du Conseil Général et demande aux ouvriers de ne pas abandonner les mineurs, de refuser l'accord honteux et de ne pas reprendre le travail. Le mouvement de la minorité a lancé à ce moment-là un mot d'ordre chaleureusement accueilli par les masses : « convocation d'une Conférence extraordinaire des Comités de grève et des Conseils d'action », afin d'obliger à continuer la lutte. Par sa tactique décidée, le mouvement de la minorité a attiré de son côté une partie des ouvriers qui, avant, suivaient les chefs dits « de gauche ».

m) En somme, le P. C. anglais a bien passé son examen de maturité politique. Toute tentative de le ranger parmi les « freins » de la révolution est au-dessus de toute critique. Le Comité Exécutif de l'I. C. avait parfaitement raison d'approuver à l'unanimité la position du P. C. anglais. Ce dernier avait prévu la lutte et s'y préparait dès le début, il poussait les masses à la grève générale, posait la revendication : « tout le pouvoir au Conseil Général », montrant le danger qu'il y avait à laisser les mineurs isolés, exigeait que l'on passât à l'offensive, lançait dès le début le mot d'ordre de renverser le « gouvernement Baldwin, défenseur des capitalistes », le mot d'ordre du gouvernement ouvrier, de transmettre le pouvoir aux Comités d'action locaux (voyez par exemple, le *Journal ouvrier de Liverpool*).

Le P. C. anglais a justement caractérisé la liquidation de la grève « un grand crime », a vivement attaqué les « gauches », a fait appel pour continuer la grève malgré l'ordre du Conseil Général, etc... Étaient également fort logiques les mots d'ordre de la nationalisation des mines sans indemnité, le paiement des salaires pendant les jours de grève, la suspension de la presse capitaliste, l'organisation de détachements d'auto-défense, etc... À l'heure actuelle, le P. C. anglais doit continuer à soutenir les mineurs, dénoncer la trahison des chefs, aider par toutes les mesures possibles le mouvement de la minorité et s'efforcer de faire du parti un parti communiste de masses du prolétariat anglais, en renforçant sa position dans les syndicats, dans toutes les cellules de base et en recrutant de nouveaux cadres d'adhérents. Le P. C. fut la seule force révolutionnaire conséquente qui donnait des directives logiques. La trahison des chefs et la révision totale des valeurs par la masse ouvrière fournissent une base pour développer en Angleterre un parti de masses.

n) La grève générale mit le prolétariat anglais devant le problème du pouvoir, elle le mit en présence de la nécessité d'opposer aux méthodes du capitalisme les moyens révolutionnaires pour sortir du chaos capitaliste. Le capitalisme essaie de se maintenir en vouant des millions d'hommes à la guerre, au chômage, à l'abaissement systématique du niveau

de l'existence de la classe ouvrière, etc. Le P. C. anglais doit déployer son programme révolutionnaire. Il doit faire comprendre à la classe ouvrière que la victoire est l'unique moyen de sortir de l'impasse où elle se trouve aujourd'hui. Il doit faire comprendre à la classe ouvrière que pendant sa lutte pour le pouvoir et après la conquête du pouvoir le prolétariat anglais trouvera une arrière-garde solide dans le prolétariat du continent, que l'Union soviétique ouvrirait son immense marché à l'industrie socialiste anglaise et que le prolétariat anglais trouverait des alliés et des collaborateurs pour la reconnaissance économique de l'Angleterre sur la base du soviétisme dans les nombreux pays qui aujourd'hui luttent désespérément contre l'impérialisme anglais.

Nos tâches prochaines

A. — LES TACHES PROCHAINES DU P. C. ANGLAIS

- 1° Soutenir de la façon la plus énergique les mineurs en grève;
- 2° Organiser des détachements de défense et pour combattre les briseurs de grève;
- 3° Soutenir le mot d'ordre : nationalisation des mines sans indemnité et contrôle ouvrier des mines;
- 4° Campagne en faveur de la réélection de tous les organismes syndicaux y compris le Conseil Général. *Contrôle des masses sur les chefs*;
- 5° Dénoncer les chefs syndicaux de la droite et les chefs du *Labour Party* comme traîtres conscients;
- 6° Dénoncer les chefs de la gauche comme des « capitulars » qui, tout en ayant avec eux la majorité, ont, en fait, suivi la politique des droites, et ont ainsi une lourde responsabilité dans la défaite;
- 7° Lutte pour combattre les tentatives d'effacer et de dissimuler le rôle des soi-disant gauches dans cette grève et critiquer sans ménagement leurs tentatives de se réhabiliter;
- 8° Dénoncer la trahison du groupe parlementaire du *Labour Party* dans cette grève;
- 9° Désigner par le système d'avancement de nouveaux chefs syndicaux. Combattre avec le mot d'ordre : *laisser la voie aux nouveaux*;
- 10° Propager l'idée de la grève générale comme méthode de lutte;
- 11° Combattre la séparation du mouvement économique d'avec le mouvement politique;
- 12° Lutter pour organiser des associations professionnelles par entreprise, abolir les vestiges de l'esprit corporatif dans les Trade-Unions;
- 13° S'occuper davantage des Comités d'action et des Comités d'usines;
- 14° Amener aux syndicats les ouvriers non organisés et les éduquer idéologiquement;
- 15° Travailler parmi les chômeurs, les entraîner dans la lutte active, les organiser, etc...;
- 16° Lutter contre le renvoi des ouvriers qui ont fait grève le 1^{er} mai;
- 17° Lutter pour faire abolir la décision d'exclure les communistes du *Labour Party*;

18° Renforcer et élargir le mouvement de la minorité et concentrer les forces pour conquérir les plus importantes industries (mines, chemins de fer, marine, transports en commun, électricité, etc...);

19° Il est nécessaire de préparer particulièrement le prochain Congrès des Trade-Unions. Le mot d'ordre de cette campagne sera : « A bas les traîtres et les capitulars » ! Votez pour les candidats qui étaient pour la continuation de la lutte;

20° Créer un quotidien communiste ainsi que des journaux muraux, publier des tracts, etc... Combattre la presse bourgeoise, engager une campagne pour soutenir la presse révolutionnaire;

21° Etant donnée la croissance énorme de sympathies pour la tactique révolutionnaire du P. C., recruter des membres surtout dans les régions industrielles et dans les principales industries;

22° Lutter pour l'amnistie de tous ceux qui ont été l'objet de persécutions pour avoir participé à la grève et pour l'avoir soutenue;

23° Propager le mot d'ordre du pouvoir : « A bas Baldwin, le protecteur des capitalistes, vive un gouvernement ouvrier véritable ! ».

B. — LES TACHES DE L'I. C. ET DE SES SECTIONS

1° Soutenir vigoureusement et sans réserve la lutte des mineurs anglais avec le mot d'ordre : *la cause des mineurs est notre cause*;

2° Etudier et faire connaître aux larges masses la marche et le résultat de la grève générale en Angleterre et les causes de sa défaite;

3° Faire connaître aux masses le rôle de l'Internationale d'Amsterdam, de l'Internationale des Mineurs et de la social-démocratie internationale qui ont pratiquement saboté la grève et l'on fait échouer;

4° Dénoncer la trahison des chefs de droite et des chefs de « gauche », du Conseil Général et du *Labour Party*;

5° Renforcer la lutte pour l'unité nationale et internationale du mouvement syndical et pour le front ouvrier unique;

6° Combattre la scission dans les syndicats et les tentatives de quitter ces derniers. Lutter pour organiser les non-organisés;

7° Attirer particulièrement l'attention des masses sur les conflits sociaux prochains et créer des organisations de lutte de base (comités d'action, comités de grèves, comités d'usines, etc...) au cours d'une grève;

8° Renforcer le travail des communistes dans les syndicats. Organiser les minorités révolutionnaires et consolider l'I. S. R. et les organisations adhérentes;

9° Faire savoir que l'I. S. R. et tous les partis communistes soutiennent le mouvement de la minorité en Angleterre.

La situation mondiale se caractérise quant à ses traits essentiels par la situation des trois partis intégrants de l'économie mondiale : la situation aux Etats-Unis où le régime capitaliste progresse, la situation de l'U. R. S. S. qui, pour le moment est la base fondamentale du prolétariat international grandissant, et la situation dans les pays du vieux capitalisme qui ont comme représentant classique le vaste empire britannique impérialiste et colonialiste qui avec toutes ses colonies et Dominions, s'étend de Londres à Pékin et Calcutta.

L'époque actuelle est caractérisée par ce fait que ce pays le plus classique du vieux capitalisme s'ébranle des deux côtés : du côté de

l'Orient (la Chine) et du côté du prolétariat de la métropole (la grève). L'action nationale révolutionnaire de la Chine et celle du prolétariat anglais ont fait ressortir avec plus de relief et de netteté la relativité de la stabilisation capitaliste, et c'est là ce fait *nouveau* qui est incontestablement d'une très grosse importance pour caractériser la situation à une époque déterminée, il faut encore considérer qu'à l'heure actuelle, tant en Chine qu'en Angleterre, les forces révolutionnaires ont subi une défaite temporaire. Il n'y a pas encore de situation révolutionnaire, Voilà pourquoi l'I. C. a très justement escompté deux perspectives possibles pour le prochain avenir.

Les événements anglais ont particulièrement confirmé la perspective de la croissance du mouvement révolutionnaire.

Les P. C. doivent faire tout leur possible pour réaliser cette perspective en luttant et de ce point de vue mondial l'I. C. doit remplir son devoir vis-à-vis du prolétariat anglais en lutte. La tactique du front unique, la conquête des masses, restent comme avant la tâche essentielle de l'I. C., la pierre angulaire de sa tactique. Les oscillations à l'intérieur de l'I. C. sont inévitables. Il est nécessaire, il est inévitable, *tant les droites que les gauches*, de combattre pour une ligne politique léniniste véritable. Mais la formule de la lutte contre la droite et la gauche (pour des causes historiques, cette formule léniniste a été remplacée par celle de la lutte contre la droite et l'ultra-gauche) doit être appliquée non pas de façon éclectique et non pas du point de vue de la justice égalitaire, il faut l'interpréter concrètement et diriger le coup principal là où le danger est particulièrement grand. Ce n'est que cette méthode, la méthode de Lénine qui assure *l'unité de la volonté révolutionnaire*. Cette méthode a été pratiquement vérifiée, elle se vérifie tous les jours par la consolidation de la dictature prolétarienne au pays des Soviets dont le prolétariat a encore une fois montré son internationalisme et qui malgré l'assaut de la bourgeoisie internationale des réformistes et des « révolutionnaires » petits bourgeois enragés, est toujours debout comme la force principale de la révolution internationale prolétarienne et comme l'avant-garde de l'Internationale Communiste.

LE C. E. DE L'I. C.



BIBLIOGRAPHIE

HENRI BARBUSSE. — *Dans l'enfer du vrai* (54 dessins, 54 légendes de G. de Champs) (1).

Depuis quelques semaines vient d'être mis en vente un album de dessins de notre camarade de Champs. En dehors de l'intérêt artistique que présente l'ensemble de ses dessins, chacun d'entre eux est d'une indéniable portée pratique pour notre propagande.

Il peut être entre les mains de nos militants un excellent instrument d'agitation.

Nous en reproduisons ci-dessous la préface, œuvre de Barbusse.



Dans l'enfer du vrai

Quelques-uns de ceux qui parlent aux foules leur disent : « Le monde est mal fait ou plutôt la société est mal faite. De toutes les créatures qui s'acheminent ici-bas de l'enfance à la jeunesse et de la jeunesse à la mort, il en est peu qui vivent leur vie, qui se développent selon les conditions naturelles, selon leur droit à l'existence, à la lumière, en un mot selon leur droit imprescriptible d'être vivants. » Grandes et justes théories qui dessinent actuellement parmi l'ensemble formidable des habitants du globe de nouvelles perspectives, de nouvelles lignes d'action. Il en ressort, comme moyen de délivrance, comme moyen de salut, un redressement total des vieilles institutions et des antiques légendes sociales.

Mais ce sont là des théories qui synthétisent en formules, un état de choses universel. Elles sont solides étant logiques, mais il est nécessaire à chaque instant qui passe, de les démontrer par des faits, de les étayer par des réalités concrètes. Dans le chaos qui nous entoure, les tragiques vérités sont souvent voilées et déformées par quelques apparences de progrès, des prospérités partielles, quelques détails déconcertants qui se posent comme des écrans devant les yeux, et ceux dont l'esprit n'est pas orienté droit comme celui de savants passionnés, perdent de vue la poignante réalité.

Il est nécessaire que l'on ramène dans cette réalité les regards et les esprits des masses, du prolétariat et des classes moyennes. C'est l'œuvre qu'accomplit avec précision et avec force l'artiste populaire dont quelques-unes des planches les plus typiques figurent dans cet album. Feuilletter ces pages, c'est parcourir le monde contemporain dépouillé des comédies superficielles qui éblouissent et donnent le change. C'est faire un pèlerinage dans la société d'aujourd'hui en s'arrêtant aux cas essentiels qui sont le produit de ce qu'on appelle la civilisation. Ce sont les résultats — déblayés par la clairvoyance et le talent — d'une organisa-

(1) En vente à la librairie de *l'Humanité*, 120, rue Lafayette, Paris. Prix : 7 f. 50.

tion monstrueuse, anti-humaine, illogique et immorale. C'est la réponse non plus par des mots, mais par des faits, par des exemples saignants pris dans la vie même et qui vivent, à cette question: Qu'est-ce que six mille ans d'histoire et de soi-disant progrès ont fait de l'homme ?

Tout artiste emprunte les secrets de ses réalisations à ce pouvoir créateur qu'on appelle l'imagination. Mais ici l'imagination ne consiste pas à inventer des drames ou des tragi-comédies sinistres, à créer de toutes pièces des personnages, mais à puiser dans les multitudes palpitantes, des exemples et des symboles qui caractérisent le mieux la destinée imposée à cette multitude par les lois sociales.

A l'entrée de ce monde réel qui a tous les aspects, tous les abîmes, toutes les horreurs d'un enfer, il est juste que figure, comme un annonciateur un être qui signifie l'homme du peuple arrivé à la vieillesse et que cette caricature qui est en même temps un portrait ressemblant soit un pauvre et un mendiant.

Toute l'histoire de la guerre, de la guerre qui se pare d'une publicité de grandes phrases, d'une réclame de grands sentiments et d'une sorte de culte magique, elle est réellement remise au point par les spectres vrais que de Champs évoque avec un simplisme si pathétique. Elle est déjà toute entière dans le seul contraste de ce banquet officiel où l'on paye les morts avec des discours et des bombances, et ce Conseil de Réforme où, sans souci de leur faiblesse, on diminue les maigres pensions des survivants de la guerre: « Honorer les morts, achever les vivants! », c'est là le cri que la conscience exhale à travers les chaudes glorifications et les règlements glacés. Le souci que les grands chefs professent pour la chair à canon, il s'exprime dans la phrase lapidaire des deux cavaliers étoilés qui, se racontant leurs bons souvenirs de guerre, disent: « Ceci se passait à peu près au moment où je fis fusiller au hasard une demi-douzaine de mes hommes. » Cet aveu n'est pas celui de quelque exceptionnel maniaque, de quelque sadique amateur d'assassinat; il évoque au contraire d'innombrables faits dont quelques-uns seulement sont venus jusqu'ici au grand jour, irréfutables, indélébiles et que les masses ne doivent jamais oublier désormais. Les cas indéniables de meurtres volontaires accomplis par les grands chefs, sont suffisamment abondants pour donner à cette abominable confession l'ampleur d'une vérité historique. Personne n'ose plus plaider les circonstances atténuantes et prétendre qu'il s'agit de choses qui ne se sont passées que dans une infime proportion, devant l'image qui nous parle au cœur: « Pour le fusillé. Dix ans plus tard. Une pension de famine à sa veuve et deux étoiles de plus au fusilleur ». Alors concluons tous, camarades, et nous aurons hélas sinistrement raison: « Faites des enfants, la patrie en fera des morts ». Ceux qui ont fait la guerre ont encore dans leurs oreilles l'écho des solennelles promesses avec lesquelles on les a fait marcher. On leur disait qu'après cette guerre pour la liberté et la justice s'ouvrirait une période de paix pour l'humanité et que le sacrifice qu'on leur demandait serait le dernier. Il a été le dernier pour beaucoup d'entre eux qui pourrissent sur l'infamie laideur des champs de bataille, cimetières à forme humaine, cités de squelettes. Mais il n'est pas le dernier pour les autres: ceux qui ont grandi et ceux qui deviennent à mesure que les années passent, bons pour la boucherie. En attendant les nouvelles guerres continentales que la politique internationale rend de plus en plus fatales et de plus en plus proches, il y a les guerres coloniales. Ces guerres-là sont faites de la même manière et pour les mêmes raisons que toutes les autres guerres :

elles consistent à acheter avec le sang de la jeunesse prolétarienne, les territoires, ou la main-d'œuvre, ou les débouchés, ou les traités commerciaux dont quelques personnages ont besoin pour augmenter leurs fortunes. L'impressionnant dénonciateur qu'est l'artiste nous montre la guerre coloniale en une invective dramatiquement spirituelle: « Le chemin des gisements, le voici. » Et il ne se trompe pas non plus lorsque écartant les mensonges et les illusions il nous fait voir un champ de croix de bois, un coffre-fort et un gros homme devant, en nous disant que c'est ainsi qu'il faut lire et comprendre le communiqué colonial: « Nous avons réalisé tous les objectifs. »

La Guerre du Droit a fait des morts, des invalides et des pauvres, en marge de la vie, et bien heureux encore celui qui peut troquer son uniforme constellé de croix de guerre, contre celui d'un portier de dancing ou de palace.

Dans la chambre dépouillée, devant le portrait d'un jeune homme, les survivants de la victime demandent: « Pourquoi ? », il semble que cette interrogation s'exhale de leur gorge comme une plainte lancinante et irrésistible...

Pourquoi ? Pourquoi les soldats ennemis cramponnés l'un à l'autre ont-ils roulé ensemble au fond de l'abîme ? Pourquoi les peuples jetés les uns contre les autres ont-ils tombé pareillement à la misère ou au néant ? Voici ce qui va nous donner sur ce point quelques clartés: il existe dans quelques lieux du monde, dans un autre cycle que celui que nous venons de traverser, parmi le fourmillement des grandes villes, du plaisir et du luxe. Là, on rit et on jouit. C'est le monde éclatant et rayonnant des profiteurs. Ces profiteurs, malgré les illuminations dont ils scintillent et le bruit qu'ils font, sont peu nombreux. Il faut bien qu'ils soient peu nombreux pour avoir beaucoup à se partager. Ils sont parfois sortis du rang des opprimés. Ils n'en sont sortis presque tous que par la fraude et la lâcheté. C'est ou bien le bonhomme ingénieux: « C'est vous qui teniez le camion-bazar du 12^e secteur, » — qui s'étale dans quelque restaurant opulent à côté de bouteilles de champagne et de son épouse étincelante de diamants, à force d'avoir spéculé sur le besoin et sur le malheur. Ou bien c'est le gros industriel qui continue cyniquement à bénéficier par la grâce d'un privilège totalement absurde, du travail des autres: « Continuez à travailler pour moi, je vais me reposer pour vous. »

C'est pour ceux-là qu'un fantôme loqueteux à forme humaine promène sur son dos une pancarte où est annoncé un réveillon à 100 francs par tête et c'est aussi pour sauvegarder les intérêts de ceux-là en les parant d'un masque d'idéalisme, que les Sociétés des Nations, et autres organisations de même espèce, battent la grosse caisse des désarmements, tout en entretenant soigneusement la cause sacro-sainte des armements à outrance, des concurrences et des guerres. C'est pour ceux-là que les personnes bien pensantes, que les grands pontifes officiels ou officieux, font valoir les grands principes et que les prêtres eux-mêmes excitent à la guerre aujourd'hui dans cette Syrie où celui dont ils se réclament a été crucifié par des gens qui leur ressemblaient.

Lorsque l'on revient de ce voyage à travers la réalité, de ce pèlerinage dont je parlais plus haut, on se convainc que l'on ne peut plus de nos jours être honnête homme sans être révolutionnaire.

HENRI BARBUSSE.

ACTION DU PARTI

Pour la propagande antimilitariste

Le Congrès national a rappelé à tous les militants la nécessité du travail antimilitariste.

Jusqu'à présent, si l'on excepte la période de la guerre du Maroc, notre Parti n'a pas fait grand'chose pour toucher les soldats. Il a laissé toute la besogne aux Jeunesses; celles-ci ne suffisent pas à la tâche.

Il faut bien se mettre dans la tête que le travail antimilitariste reste le domaine du Parti autant que des Jeunesses.

Tout de suite nous devons nous atteler à la propagande antimilitariste et la poursuivre vigoureusement.

Nos oreilles tintent encore des accents vibrants du camarade délégué de l'Exécutif de l'Internationale à Lille :

« L'heure est grave, la bourgeoisie vous provoque, elle vous attend dans la rue », et voilà que Caillaux justifie les avertissements de notre camarade en entrant au ministère sous conditions : « Ministre, oui, dit-il, mais l'assainissement des finances ne se fera pas sans douleur, un réajustement des salaires sera nécessaire; des mouvements ouvriers, des grèves sont à craindre. J'ai besoin du ministère de l'Intérieur et des vingt généraux de corps d'armée pour maintenir l'ordre dans la rue. »

Ne vous récriez pas, Caillaux est un bourgeois; grattez le démocrate, le dictateur apparaît; Caillaux défend sa classe, il n'hésitera pas à fusiller demain la classe ouvrière qui l'a tiré de prison, si elle revendique son droit à la vie. Soit. Méditons son exemple. A lui les généraux, l'Etat-Major de la bourgeoisie, à nous les prolétaires soldats pour que demain la trajectoire des balles ne rencontre pas les poitrines des travailleurs en bataille pour le morceau de pain, mais celles des oppresseurs. *Il nous faut conquérir les 500.000 soldats.*

Aucun mouvement révolutionnaire ne réussit s'il n'a l'armée avec soi. Lénine, comme Jaurès, comme le psychologue bourgeois Gustave le Bon, nous l'ont dit. L'histoire abonde en enseignements.

J'ai montré, dans une esquisse historique (1) qui fait, hélas, les délices alimentaires des rongeurs des caves de la Librairie de l'*Humanité*, comment les ouvriers parisiens prirent en 1789, la Bastille avec les Gardes françaises du roi qu'ils avaient « sans-culottisés » (lisez : « bolchévisés »); comment en 1871, les soldats du 88^e de Ligne fraternisèrent avec les Communards; comment enfin les paysans du 17^e de Ligne refusèrent de marcher contre leurs frères et leurs pères acculés à la misère. Et je vous

(1) *Fraternisation.* — 1 franc. — Librairie du Parti, 120, rue Lafayette, Paris.

suis reconnaissant, ô rats, mes amis, plus conscients que maints militants, d'avoir su apprécier les beautés de la fraternisation jusqu'à en crever d'indigestion !

« *Il n'y a d'insurrection possible, disait Jaurès, le 17 octobre 1908, au Congrès socialiste de Toulouse, que si le mouvement populaire a été assez vaste, assez profond pour ébranler, pour émouvoir, pour dissocier au profit du prolétariat, l'armée même que le pouvoir voudrait tourner contre lui.* »

Gagnons l'armée, si nous ne voulons pas assister à des tueries fratricides.

Les organisations ouvrières doivent défendre toutes les revendications des soldats et souscrire au sou du soldat.

L'usine doit être reliée à la caserne et les « pot's » de l'atelier doivent rester en rapport constants avec les gars du régiment.

L'*Humanité* et tous nos journaux doivent publier des chroniques militaires, non seulement contenant les faits de la vie du soldat, mais encore des articles d'agitation antimilitariste écrits par les camarades qualifiés du Comité Central.

La diffusion de tous nos tracts et de notre presse dans les casernes et la flotte doit être organisée régulièrement avec prudence et méthode.

Conscrits, permissionnaires, libérés doivent être touchés par des méthodes appropriées.

Par tous les moyens, ingénions-nous à nous rapprocher, à nous lier intimement avec nos soldats et nos marins: faudrait-il aller les chercher au bistrot et aux boîtes louches qu'ils fréquentent. Donnons-leur ou réveillons en eux la conscience de classe. Ne cessons de leur dire, de leur répéter, de leur expliquer qu'ils sont avant tout des ouvriers au service de leur classe, et non des soldats au service de leur ennemi de classe.

Regardez les fascistes! Beaucoup d'officiers se préparent à devenir les cadres de la contre-révolution. Le *Nouveau Siècle* affecte de s'intéresser démagogiquement au sort des soldats pour mieux les tromper et en faire les chiens enragés du coffre-fort capitaliste.

Surtout, ne faisons pas ce travail antimilitariste par à-coups, par crises hystériques. Un travail long, intelligent et soutenu de pénétration au sein de l'armée, de la marine est nécessaire si nous voulons, au jour du combat, avoir avec nous, à côté du prolétariat révolutionnaire l'armée et la marine rouges.

Que serait la bolchévisation de notre parti si nous continuions à ignorer ou sous-estimer la propagande parmi les soldats et marins ?

Nous serions impardonnables et criminels même de ne pas poursuivre une large campagne antimilitariste ordonnée et tenace, car ce serait réserver au prolétariat des lendemains douloureux et sanglants.

MICHEL MARTY.

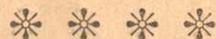


P. S. — Deux mots de réponse au camarade Hacheldé. Contrairement à ce qu'il dit, l'*Humanité* doit être le meilleur instrument d'agitation antimilitariste parmi les masses et aussi parmi les soldats. Elle est

proscrite dans les casernes, c'est vrai, mais elle y pénètre quand même, et elle est lue avec joie par les soldats. En la dotant d'une vie militaire encore plus large, nous devons continuer à la diffuser dans les casernes.

Le camarade Hacheldé préconise très justement comme autres moyens d'agitation, le papillon, le tract, la brochure et le journal de caserne. Très bien, mais le camarade Hacheldé aurait-il la naïveté de supposer que ces moyens d'agitation jouiraient de la part des autorités militaires de plus de tolérance que *l'Humanité*? Ne seraient-ils pas proscrits? Est-ce une raison pour ne pas les utiliser? Je ne le pense pas. Nul révolutionnaire ne le pensera.

M. M.



De la brochure des masses à l'appareil de diffusion

Le Congrès de Lille n'avait pas porté de façon explicite à son ordre du jour, l'examen du développement de l'Agit-Prop en 1925. Mais différentes interventions au cours des débats ont amené le Présidium du Congrès à ajouter aux commissions de travail prévues une commission d'Agit-Prop.

Celle-ci qui examina bien des questions importantes ne pouvait négliger celle de la propagande et de l'agitation par l'écrit. Une sous-commission d'éditions fut nommée, mais elle ne fit pas de réunions spéciales, et une discussion sur cette question particulière fut simplement instituée dans la dernière demi-heure de la deuxième séance de la commission d'Agit-Prop.

Il ressortit de la discussion que deux aspects du problème ont retenu tout particulièrement l'attention des délégués.

Tous ont réclamé avec une grande insistance la publication de petites brochures bon marché, à grand tirage, destinées d'une part à faire connaître aux masses populaires ce qu'est notre Parti, sa constitution, son organisation internationale, sa tactique, ses buts, etc., d'autre part à diffuser la position clairement définie du Parti sur les grands problèmes d'actualité : situation financière, inflation, stabilisation, Société des Nations, dettes interalliées, Etats-Unis d'Europe, etc.

Mais tous les délégués se sont plaints aussi des grosses dépenses que représentait l'achat de toutes les publications éditées par le Parti, sans compter l'impossibilité pour les militants absorbés par leurs multiples tâches, de trouver le temps de tout lire.

Sur la première question : publication de brochures de masses faisant connaître l'essentiel de l'organisation et du but de notre Parti, et sa position en face des grands événements économiques et politiques qui passionnent l'opinion publique, la commission d'Agit-Prop a promis de s'atteler sans plus de retard à leur rédaction.

La deuxième question, celle de la réduction des dépenses qu'entraîne l'achat d'une littérature qui s'enrichit au fur et à mesure de la complexité des questions soulevées et de la maturation politique des membres du Parti, provoque une plus ample discussion.

D'une part le prix d'un ouvrage est fonction de son nombre de pages et de son tirage, d'autre part sa vente, faite sous la forme commerciale, ne permet pas de la vendre au prix de revient.

Après quelques explications techniques et financières, chacun reconnut que la solution moyenne, la seule pratique, était tout d'abord d'organiser méthodiquement la diffusion des publications à l'intérieur et à l'extérieur du Parti, ce qui permettrait d'arriver à des tirages plus élevés des éditions et par suite à un prix de revient plus bas.

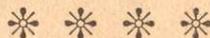
D'autre part, la diffusion, quoique commercialisée, se faisant par l'intermédiaire du Parti, par l'Agit-Prop, dont c'est une des tâches im-

portantes, rien n'empêchait les régions et rayons qui sont bénéficiaires de la ristourne accordée à leur appareil de diffusion, de céder partie ou totalité de cette ristourne aux militants désireux de se constituer une bibliothèque.

En fin de discussion, on demanda la constitution aussi rapide que possible, à l'intérieur de l'Agit-Prop et à tous les degrés, d'un appareil spécial chargé de diffuser toutes les publications de propagande et d'agitation qu'éditeraient le Parti et les organisations lutte de classe.

Ajoutons que depuis le Congrès de Lille, le Service des éditions, d'accord avec la Librairie de l'Humanité, met au point la création et le fonctionnement de cet appareil de diffusion. S'il est judicieusement conçu et s'il trouve, — ce dont on ne saurait douter — parmi les camarades du Parti les concours nécessaires, cet appareil de diffusion aidera non seulement aux militants à développer leur idéologie marxiste-léniniste, c'est-à-dire à mieux s'armer pour trouver, en face de chaque événement la juste ligne, mais encore il permettra de faire pénétrer plus profondément que par la parole, la pensée communiste dans les couches populaires. Et les événements prochains aidant, nous nous rapprocherons ainsi du but principal : la conquête du pouvoir par le Parti appuyé sur les plus larges masses.

C. CALZAN.



Comment, dans une cellule, travailler en léniniste ?

(Sans théorie révolutionnaire, il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire.)

LÉNINE.

On peut affirmer sans crainte que cette phrase de Lénine correspond bien à la réalité, mais on peut également dire que la théorie révolutionnaire ne peut s'acquérir que parallèlement au travail idéologique et au travail pratique. Être léniniste, c'est donc s'attacher à élever son niveau idéologique par l'étude de toutes les manifestations du mouvement ouvrier, de toutes les thèses politiques des partis se réclamant de la lutte des classes, et lier ce travail idéologique à un travail pratique journalier.

Il est bien évident, que si les membres d'une cellule d'entreprise ne se réunissent que pour payer leurs cotisations, échanger quelques propos sur les possibilités de recrutement, ou sur des sujets de minime importance, s'il n'y a pas un aliment sérieux à la discussion, les réunions ne revêtent pas un caractère suffisamment intéressant pour que les camarades y trouvent l'attrait nécessaire, et bientôt ces réunions sont délaissées et la cellule meurt.

Il faut donc que tous les membres d'une cellule travaillent, il faut que chacun d'eux ait une tâche nettement déterminée. Les tâches du Parti sont assez nombreuses pour que dans une cellule moyenne chaque camarade soit responsable d'une d'entre elles.

Dans la grande cellule, là où les membres du Parti sont nombreux, plusieurs camarades doivent être désignés pour chaque tâche, et travailler collectivement.

Enumérons les tâches principales : syndicale, féminine, coloniale, paysanne, jeunesse, organisation, agit-prop, presse, coopérative, antimilitariste, etc.

De quelle façon, le camarade chargé d'une tâche, doit-il travailler ? A notre avis, il doit travailler de deux façons, et parallèlement, faire un travail pratique et élever son niveau idéologique. Du reste il est difficile à un camarade, si dévoué soit-il, de remplir utilement une tâche pratique sans avoir acquis les connaissances nécessaires.

EXEMPLE : tâche syndicale. Le camarade responsable de cette tâche doit veiller à ce que tous les membres de la cellule soient syndiqués, en règle de leurs cotisations, il doit, avec ses camarades, constituer la fraction communiste du syndicat ou de la section syndicale, et veiller à son fonctionnement, il doit s'attacher à faire du recrutement au sein de l'entreprise, pour l'organisation syndicale, en montrant dans les entretiens journaliers avec les ouvriers non organisés, la nécessité de l'organisation syndicale, les origines, les buts, les méthodes du syndicalisme en ayant soin de bien définir la situation des travailleurs de plus en plus exploités, la situation économique créée par la concentration indus-

truelle, commerciale, bancaire, lier ces démonstrations à la situation plus particulière de l'entreprise, et aux revendications immédiates des travailleurs. Cela c'est le travail pratique, mais ce travail pratique nécessite, nous l'avons dit, une certaine culture théorique et un travail idéologique constant. Le camarade devra donc s'attacher à étudier dans les livres et brochures mis à sa disposition par la cellule, toute la documentation qui lui est indispensable. Il ne devra pas, c'est certain, s'inculquer d'un seul jet toute l'histoire du mouvement syndical. Mais il devra, s'il veut vraiment se rendre capable d'un travail pratique, étayé par des arguments sérieux, voir l'origine des mouvements ouvriers (maîtrises, jurandes, corporations), puis l'analyse sommaire de la loi de 1884 sur les syndicats professionnels; l'évolution des syndicats professionnels en syndicats corporatifs, en syndicats d'industrie; la création des unions de syndicats, des fédérations d'industries, des bourses du travail, et la fondation de la C. G. T. Il conviendra ensuite de passer à l'étude des Congrès qui eurent lieu à Amiens, Lyon, Orléans, Lille, Saint-Etienne, Bourges, les tendances qui se sont manifestées: syndicalisme réformiste, anarcho-syndicalisme, syndicalisme unitaire, Internationale syndicale Rouge.

C'est ainsi que, dans le domaine du travail syndical, par un travail pratique de tous les jours, étayé par un travail méthodique d'éducation théorique et idéologique que petit à petit se formeront les éléments vraiment léninistes dans la cellule.

Et ce travail sera profitable à tous les membres de la cellule qui, périodiquement, pas nécessairement, chaque fois entendront un rapport sur l'activité déployée par le camarade responsable de la tâche syndicale, et sur ce qu'au cours de la semaine précédente ce camarade aura étudié et compris.

Dans toutes les branches de l'activité communiste, cette méthode devrait être employée, c'est le seul moyen d'obliger tous les membres à travailler, c'est le meilleur moyen d'animer les réunions de cellules, de les rendre intéressantes et profitables au Parti.

C'est de cette façon que dans nos cellules se révéleront les meilleurs éléments et que se formeront de nouveaux militants, possédant une réelle influence sur leurs camarades de travail, élargissant notre rayon d'action et attirant à notre Parti les larges masses des travailleurs.

LACHAUX.



Front unique et accords circonstanciels

Bon nombre de camarades, lorsqu'il a été question d'accords circonstanciels avec les loges et la Ligue des Droits de l'Homme, etc., ont cru à un élargissement dangereux du front unique, alors qu'il n'y a rien de commun, à notre avis.

Le front unique *prolétarien*, c'est l'union de tous les prolétaires et de ses alliés (paysannerie et classes moyennes ou petite bourgeoisie) pour la lutte contre la bourgeoisie prise en bloc. Il ne peut donc y avoir de place pour une fraction de la bourgeoisie dans le front unique ni dans ces organismes: C. U. P., C. A., etc.

Mais dans certaines circonstances (meeting ou manifestation fascistes) il convient de conclure des accords avec la fraction de gauche de la bourgeoisie (groupement politique de gauche, contre le fascisme, organisation armée de la bourgeoisie).

Pourquoi? parce que le prolétariat et son Parti communiste ne peuvent renoncer à battre la *classe bourgeoise en gros et en détail*. Quand on a deux ennemis, dont un plus redoutable que l'autre, on ne peut pas ne pas profiter des désaccords existant entre eux et ne pas se servir de l'un pour battre l'autre.

Parce que entre deux dangers également grands, il convient de faire face au plus immédiat, au plus brutal.

Mais, pourra-t-on objecter, c'est très dangereux. Sans doute, mais l'avantage c'est que par exemple nous battons l'ennemi, le fascisme, qu'au cours de ces accords nous gagnerons la sympathie des ouvriers groupés dans ces organisations de gauche (Parti radical, par exemple, ouvriers du Cartel) pour éviter les désavantages qui seraient dans l'incompréhension de notre tactique par nos sympathisants immédiats et nos adhérents, il suffira de bien expliquer la chose à tous, afin qu'ils n'interprètent pas ces accords comme des alliances avec la bourgeoisie.

Il y aura encore l'argument gauche ou droite, c'est la bourgeoisie qui gouverne, il n'y a pas de différence entre le Bloc national et le Bloc des Gauches. Il n'y a pas d'intérêts irréductiblement opposés entre les bourgeois de gauche et de droite.

D'accord, seulement la classe est composée de fractions dont les intérêts, s'ils ne sont pas irréductiblement opposés, n'en sont pas moins divergents, il y a l'intérêt de la classe bourgeoise qui domine, mais les divergences n'en existent pas moins.

Nous voulons utiliser ces désaccords et même, si en fait, trop souvent ils ne sont pas superficiels, en poussant les gens du Bloc des Gauches à prendre position contre le fascisme et à lutter vraiment contre lui, s'il apparaît au cours de ces accords circonstanciels que cette opposition au fascisme n'est que verbale, alors il sera démontré clairement aux ouvriers, même les plus retardataires, qu'il n'y a qu'une classe bourgeoise, qu'une politique de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. De plus, je le répète, les accords circonstanciels nous lieront avec les ouvriers cartellistes et prépareront le front unique avec ces derniers comme avec le reste de la classe ouvrière.

truelle, commerciale, bancaire, lier ces démonstrations à la situation plus particulière de l'entreprise, et aux revendications immédiates des travailleurs. Cela c'est le travail pratique, mais ce travail pratique nécessite, nous l'avons dit, une certaine culture théorique et un travail idéologique constant. Le camarade devra donc s'attacher à étudier dans les livres et brochures mis à sa disposition par la cellule, toute la documentation qui lui est indispensable. Il ne devra pas, c'est certain, s'inculquer d'un seul jet toute l'histoire du mouvement syndical. Mais il devra, s'il veut vraiment se rendre capable d'un travail pratique, étayé par des arguments sérieux, voir l'origine des mouvements ouvriers (maîtrises, jurandes, corporations), puis l'analyse sommaire de la loi de 1884 sur les syndicats professionnels; l'évolution des syndicats professionnels en syndicats corporatifs, en syndicats d'industrie; la création des unions de syndicats, des fédérations d'industries, des bourses du travail, et la fondation de la C. G. T. Il conviendra ensuite de passer à l'étude des Congrès qui eurent lieu à Amiens, Lyon, Orléans, Lille, Saint-Etienne, Bourges, les tendances qui se sont manifestées: syndicalisme réformiste, anarcho-syndicalisme, syndicalisme unitaire, Internationale syndicale Rouge.

C'est ainsi que, dans le domaine du travail syndical, par un travail pratique de tous les jours, étayé par un travail méthodique d'éducation théorique et idéologique que petit à petit se formeront les éléments vraiment léninistes dans la cellule.

Et ce travail sera profitable à tous les membres de la cellule qui, périodiquement, pas nécessairement, chaque fois entendront un rapport sur l'activité déployée par le camarade responsable de la tâche syndicale, et sur ce qu'au cours de la semaine précédente ce camarade aura étudié et compris.

Dans toutes les branches de l'activité communiste, cette méthode devrait être employée, c'est le seul moyen d'obliger tous les membres à travailler, c'est le meilleur moyen d'animer les réunions de cellules, de les rendre intéressantes et profitables au Parti.

C'est de cette façon que dans nos cellules se révéleront les meilleurs éléments et que se formeront de nouveaux militants, possédant une réelle influence sur leurs camarades de travail, élargissant notre rayon d'action et attirant à notre Parti les larges masses des travailleurs.

LACHAUX.



Front unique et accords circonstanciels

Bon nombre de camarades, lorsqu'il a été question d'accords circonstanciels avec les loges et la Ligue des Droits de l'Homme, etc., ont cru à un élargissement dangereux du front unique, alors qu'il n'y a rien de commun, à notre avis.

Le front unique *prolétarien*, c'est l'union de tous les prolétaires et de ses alliés (paysannerie et classes moyennes ou petite bourgeoisie) pour la lutte contre la bourgeoisie prise en bloc. Il ne peut donc y avoir de place pour une fraction de la bourgeoisie dans le front unique ni dans ces organismes: C. U. P., C. A., etc.

Mais dans certaines circonstances (meeting ou manifestation fascistes) il convient de conclure des accords avec la fraction de gauche de la bourgeoisie (groupement politique de gauche, contre le fascisme, organisation armée de la bourgeoisie).

Pourquoi? parce que le prolétariat et son Parti communiste ne peuvent renoncer à battre la *classe bourgeoise en gros et en détail*. Quand on a deux ennemis, dont un plus redoutable que l'autre, on ne peut pas ne pas profiter des désaccords existant entre eux et ne pas se servir de l'un pour battre l'autre.

Parce que entre deux dangers également grands, il convient de faire face au plus immédiat, au plus brutal.

Mais, pourra-t-on objecter, c'est très dangereux. Sans doute, mais l'avantage c'est que par exemple nous battons l'ennemi, le fascisme, qu'au cours de ces accords nous gagnerons la sympathie des ouvriers groupés dans ces organisations de gauche (Parti radical, par exemple, ouvriers du Cartel) pour éviter les désavantages qui seraient dans l'incompréhension de notre tactique par nos sympathisants immédiats et nos adhérents, il suffira de bien expliquer la chose à tous, afin qu'ils n'interprètent pas ces accords comme des alliances avec la bourgeoisie.

Il y aura encore l'argument gauche ou droite, c'est la bourgeoisie qui gouverne, il n'y a pas de différence entre le Bloc national et le Bloc des Gauches. Il n'y a pas d'intérêts irréductiblement opposés entre les bourgeois de gauche et de droite.

D'accord, seulement la classe est composée de fractions dont les intérêts, s'ils ne sont pas irréductiblement opposés, n'en sont pas moins divergents, il y a l'intérêt de la classe bourgeoise qui domine, mais les divergences n'en existent pas moins.

Nous voulons utiliser ces désaccords et même, si en fait, trop souvent ils ne sont pas superficiels, en poussant les gens du Bloc des Gauches à prendre position contre le fascisme et à lutter vraiment contre lui, s'il apparaît au cours de ces accords circonstanciels que cette opposition au fascisme n'est que verbale, alors il sera démontré clairement aux ouvriers, même les plus retardataires, qu'il n'y a qu'une classe bourgeoise, qu'une politique de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. De plus, je le répète, les accords circonstanciels nous lieront avec les ouvriers cartellistes et prépareront le front unique avec ces derniers comme avec le reste de la classe ouvrière.

La question de la lutte contre le fascisme se pose de cette façon-ci : Nous sommes contre la légalité bourgeoise quand elle limite les possibilités d'action de la classe ouvrière pour sa libération, mais nous sommes pour la défense de la moindre parcelle de légalité qui nous laisse la moindre possibilité dans le sens indiqué.

Entre la fausse démocratie du Bloc des Gauches et la dictature ouverte du fascisme, notre choix est fait. Nous sommes d'abord contre le fascisme, sans préjudice aucun pour notre action, contre la fraction gauche de la bourgeoisie et contre la bourgeoisie en bloc.

BOULLÉ, du rayon de Méru.



Motion de la cellule 357

Le dernier Comité Exécutif élargi a souligné que la situation économique de la France pourrait, dans un temps assez court, donner la possibilité d'événements révolutionnaires.

Si cette particularité de notre pays pose devant nous la conquête des masses, il faut se rappeler que l'on ne peut faire une révolution que dans la mesure où non seulement un parti communiste sait entraîner la masse des usines, les paysans pauvres et neutraliser les classes moyennes, mais aussi à la condition de conquérir l'armée, et d'en faire un instrument de Révolution prolétarienne.

L'un des meilleurs organes de défense des soldats devrait être notre journal *l'Humanité*.

Or, quoique notre camarade Langlois, dans un des *Cahiers du Bolchévisme*, signale que *l'Humanité* possède une tribune du soldat, la cellule estime que cette rubrique doit être plus régulière, qu'elle doit paraître journalièrement sur une colonne ou au moins sur une demi-colonne.

Nous pensons que les organes centraux feront le nécessaire pour faire de *l'Humanité* l'organe des ouvriers, des soldats et des marins.

La cellule 357 (2^e rayon).

Le Gérant : BELLANGER.

En vente à la LIBRAIRIE de L'HUMANITÉ

120, rue Lafayette, PARIS (x^e)

L. TROTSKY

Europe et Amérique

Prix 6 fr.



Où va l'Angleterre ?

Prix 8 fr. 50

Parmi les phénomènes qui caractérisent la phase actuelle du déclin du capitalisme, il en est deux qui sont plus que jamais à l'ordre du jour : c'est, d'une part, l'hégémonie croissante de l'impérialisme américain, et, d'autre part, la décadence de l'Empire britannique.

Les deux livres de notre camarade Trotsky, que le Service des Éditions de la Librairie de l'Humanité vient de publier coup sur coup : EUROPE ET AMÉRIQUE et OU VA L'ANGLETERRE ? examinent d'une façon magistrale les différents aspects des problèmes que posent ces deux faits fondamentaux, et en dégagent en même temps les conséquences inéluctables.

Tous les communistes liront avec un véritable plaisir ces deux livres de Léon Trotsky, écrivain et polémiste de tout premier ordre.

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

VIVANTE-DOCUMENTÉE
PARAÎSSANT SUR 8 PAGES
PUBLIÉ

DES N^{OS} SPÉCIAUX SUR LES
PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DU
MOUVEMENT COMMUNISTE,
LES CONGRÈS ET LES THÈSES
DU COMITÉ EXÉCUTIF.

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

TARIF DES ABONNEMENTS

1 MOIS 3fr
6 " 15fr
1 AN 30fr

ADRESSER LES FONDS A L'HUMANITÉ
CHÈQUE POSTAL 209-61 PARIS

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE